

RÉUSSIR

110 - MAI 2016

Sénégal 1500^{FCFA} - Mali 2000^{FCFA} - ReussirBusiness.com

SOULEYMANE
NDENE NDIAYE



DOUSTAPHA
DIAKHATÉ



GUEST ÉDITO

Moi, Macky Sall, 88 tard

MACKY
SALL

IBRAHIMA
WAD



EL HADJI
KASSÉ

BA

GÉNÉRATION 88

**AU CŒUR
DU POUVOIR**

MAMADOU
BOUCOUM

MOCTAR
SOURANG



OUMAR
YOUM



EL HADJI
DIOUF
YOUSSEF
DIALLO



VOUS CHERCHEZ PLUS QU'UNE BANQUE D'AFFAIRES ?

BGFIBank.
La pièce maîtresse
de votre réussite.

Cherchez l'Excellence

Bénin - Cameroun - Congo - Côte d'Ivoire - France - Gabon - Guinée Equatoriale - Madagascar - République Démocratique du Congo - São Tomé & Príncipe - **Sénégal.**

Créé en 1971, le **Groupe BGFIBank** est une institution financière de renommée internationale, présente en 2015 dans 11 pays et leader en zone CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale). Son expertise avérée en fait un partenaire de référence.

La filiale sénégalaise, en harmonie avec la vision du groupe, s'engage à vous proposer des prestations bancaires performantes et personnalisées.

BGFIBank Sénégal vous apporte à chaque étape de votre développement, des solutions adaptées à vos besoins.

Opérateurs économiques, grandes et moyennes entreprises, PME-PMI, institutionnels et particuliers haut de gamme, jouez votre plus belle partie et réalisez les meilleurs investissements avec BGFIBank Sénégal.

Dakar Plateau, 122 rue Félix Faure x avenue de la République
Tél. : +221 33 839 97 00 • Fax : +221 33 822 48 28
E-mail Ecoute Qualité Clients : eqc.sn@bfgigroupe.com

www.bgfi.com



BGFI Bank
Votre partenaire pour l'avenir

GUEST EDITORIAL.



Par Macky SALL
Président de la République



HOMMAGE À L'ÉCOLE DU SÉNÉGAL

La décision des responsables du magazine REUSSIR de consacrer une édition spéciale à la génération des étudiants de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar des années 80 est salutaire. Devoir de mémoire, mais aussi devoir de reconnaissance demeurent nécessaires pour marquer l'Histoire en révélant ses acteurs. Chaque génération assume, en effet, des responsabilités dans l'œuvre continue de construction du destin de la Nation. La génération ici mise en scène n'y échappe pas. J'en fais partie et, sans doute, c'est à ce titre que la direction du magazine m'a convié pour signer cet éditorial.

Les années 80 ont été très significatives dans l'histoire de notre pays. Elles sont ponctuées par le départ volontaire du Président Senghor, les cycles d'ajustements structurels et des tensions politiques d'intensité différente, mais toutes porteuses de progrès démocratiques. Dans la courte période 1983-1988, cette génération a porté, à un niveau très élevé, les revendications estudiantines, spécialement sur les questions académiques, pour plus de qualité dans les conditions d'études. La grève de 1984, qui a entraîné la «Session unique» d'octobre de la même année, révèle, à ce propos, de jeunes étudiants précocement matures dont la plupart militaient dans des partis politiques d'opposition.

A la fois militants politiques et dirigeants syndicaux, les figures connues et celles moins connues de cette génération de leaders dans l'espace scolaire et universitaire étaient, pourtant, distinguées comme de brillants étudiants qui s'imposaient par leurs résultats aux différents examens et concours. Allier études et engagement au nom de toute la communauté sans que l'un

des domaines ne déteigne sur les performances de l'autre, telle fut la ligne de conduite pratiquée, de façon tacite.

Hauts fonctionnaires, ingénieurs, avocats, magistrats, enseignants, diplomates, financiers, médecins, professionnels des médias, entre autres, les leaders de la génération des années 80, dite aussi G88, s'illustrent admirablement dans tous les secteurs de la vie de notre pays. Il est notable qu'ils soient, également, au cœur de la vie politique en tant que leaders, parlementaires, ministres, conseillers de niveau stratégique mais aussi animateurs de la société civile.

Certes, nous ne sommes pas forcément dans un même parti politique et n'exerçons pas dans le même secteur. Il sied, pourtant, de louer l'admirable solidarité qui lie cette génération. Cette chaîne de solidarité, appelée G88, réseau de contacts et d'échanges plus qu'organisation, est admirable pour son dynamisme et sa réactivité dans diverses situations, surtout lorsqu'il s'agit des questions liées à l'Éducation, à la Formation et à l'Enseignement supérieur.

La tentation est forte, pour une génération, de tomber dans l'autoglorification, croyant, naïvement, qu'elle porte le sceau de l'Histoire. Celle des années 80, du moins du côté de celles et de ceux que je connais, n'a pas cette prétention. Pur produit de l'Université sénégalaise, elle se retrouve, pourtant, par ses figures emblématiques ou anonymes, au cœur de plusieurs secteurs privé et public. C'est l'âge de la responsabilité assumée !

Puisse l'exemple d'engagement généreux et d'effort de cette jeunesse sénégalaise dans la quête de l'excellence inspirer les générations actuelles et futures.

GUEST ÉDITO



03

Par Macky SALL,
Président de la République

Hommage à l'Ecole du Sénégal

La décision de REUSSIR de consacrer une édition spéciale à la génération des étudiants de l'UCAD des années 80 est salubre. Devoir de mémoire, aussi devoir de reconnaissance pour marquer l'Histoire en révélant ses acteurs. Chaque génération assume des responsabilités dans l'œuvre continue de construction de la Nation. La génération ici mise en scène n'y échappe pas. J'en fais partie...



LES ACCORDS DE COTONOU

12

41ème CONSEIL DES MINISTRES UE-ACP

Préparer l'Après- Cotonou

Les Accords de Cotonou ! Pendant des décennies, ces mots ont désigné la nature et les contours des accords de partenariat entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à ceux de l'Union Européenne. Aujourd'hui, on va vers une nouvelle ère d'échanges entre les 106 pays de ce bloc.



CAHIER UEMOA

58

Une formation à géométrie variable

Hier, le Sénégal avec son Ecole William Ponty et son Université de Dakar était la destination de choix dans la formation des élites de la sous-région. On ne compte plus les dirigeants formés par Dakar. On peut citer les présidents IBK (Mali), Yayi Boni et Patrice Talon (Bénin), Michel Kafando (ex- Burkina) et Macky Sall...



GENERATION 88

LA NOUVELLE ESTABLISHMENT

14

Pour cette édition consacrant ses 10 ans, REUSSIR vous propose une lecture inédite sur l'historique et la sociographie de l'élite dirigeante du Sénégal depuis une décennie. Des quadra et quinquas, formés, pour l'essentiel, à l'Université Cheikh Anta Diop. La plupart y ont vécu la terrible épreuve de l'Année blanche de 1988...

- 16 **HISTORIQUE**
Aux origines de la génération des «miraculés»
- 20 **INTERVIEW**
PROF. ABDOULAYE SAKHO
«La G88 a profité de l'ascenseur social de l'école publique»
- 24 **CABINET PRESIDENTIEL**
Le Campus en miniature ?
- 26 **PORTRAIT**
SOULEYMANE NDENE NDIAYE, L'autre icône de G88
- 27 **COACHING**
L'Art de la Séduction pour les Leaders, Par Mame Cafa SALL
- 28 **GOUVERNEMENT**
Les enfants de Wade
- 32 **PORTRAIT**
YOUSOU DIALLO, L'idéologue, meneur d'hommes
- 36 **ENGAGEMENT AU FEMININ**
Les amazones de Claudel
- 38 **ASSEMBLEE NATIONALE ET COLLECTIVITES LOCALES**
Le ventre mou
- 40 **PORTRAIT**
MAMADOU OUMAR BOCOUM, Le chouchou de la G88
- 41 **COUVERTURE MALADIE**
VIVO ENERGY, TRANSVIE & ASSISTRANS au chevet des chauffeurs
- 46 **IDEOLOGIE ET PROFESSION**
Nul n'entre ici s'il n'est Rouge et Expert ?
- 48 **SECTEUR PRIVE**
Réussir à partir du Sénégal
- 52 **MEDIAS**
Eux aussi en font partie...
- 55 **REMISE DE MEDAILLES**
Bolloré et ses employés, une affaire de famille
- 56 **TEMOIGNAGE**
MOUSSA DIOUF, 88TARD, *«Notre historique remise de cadeau à Mandela»*

Devenez propriétaire avec
les offres « **SAMA KEUR** »



www.banqueatlantique.net

Le bien-être commence chez soi et à la Banque Atlantique Sénégal, notre désir est de vous le faire vivre. Avec les offres **SAMA KEUR***, profitez de nos offres de crédit immobilier, taillées sur mesure, avec un financement jusqu'à 100 % sans apport. Avec la Banque Atlantique, vous pourrez dormir tranquille sous votre toit.

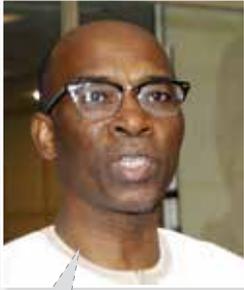
* Offres soumises à conditions



FAITE POUR VOUS

GRUPE BANQUE CENTRALE POPULAIRE

ILS ONT LA COTE



ABDOU BAAL

Une SDE pimpante

DEFI :

Apporter l'eau potable à tous les Sénégalais où qu'ils puissent être sur le territoire national à travers un programme de modernisation de ses services. Réussir la réalisation du programme d'urgence pour le doublement de l'usine de Keur Momar Sarr et la création de l'usine de dessalement d'eau de mer à Dakar.

PRETEXTE :

Célébration des 20 ans d'existence de la SDE

OBJECTIF :

Exporter les compétences de la SDE vers l'international après la RDC et La Mecque tout en satisfaisant la demande en eau potable des zones rurales.



FRANSADY KONDE

Bienvenue dans «ton monde» !

NOMINATION :

Nouveau Secrétaire Général de la FANAF

CHALLENGE :

Remplacer l'immense Papa Ndiaga Boye en poste depuis 1982. Apporter sa propre touche dans l'animation et le développement de la FANAF. Une grosse machine à gérer au quotidien en duo avec Président Adama Ndiaye.

PARCOURS :

Assureur formé à l'IIA Yaoundé et de métier, a été Commissaire Contrôleur (Direction des Assurances), Expert Financier (Observatoire OQSF), puis Directeur Financier (AXA Sénégal) et Consultant individuel. Formateur de contrôleurs, animateur de séminaires (IIA et FANAF), chargé de cours à l'IIA. Bref, un professionnel chevronné.



SOULEYMANE NIANE

CAPITAL SERENITE, une innovation SONAM

INNOVATION

Apporter l'eau potable à tous les Sénégalais où qu'ils puissent être sur le territoire national à travers un programme de modernisation de ses services. Réussir la réalisation du programme d'urgence pour le doublement de l'usine de Keur Momar Sarr et la création de l'usine de dessalement d'eau de mer à Dakar.

INVESTISSEMENT

La prime versée est investie en totalité ou en partie dans le Fonds. Offre meilleure rentabilité et plus grande flexibilité aux souscripteurs ou bénéficiaires, Entreprises ou Particuliers.

AVANTAGES :

Permet de constituer un capital, transformable en rentes, à une date fixée à l'avance.



ALIOUNE DIAGNE

AXA reste leader

PERFORMANCE:

Un chiffre d'affaires 2015, record de 12,5, milliards FCFA. Prouve que AXA est bien tenue malgré le départ d'Alioune Ndour Diouf, son dirigeant mythique.

CURSUS :

Pur produit maison AXA, y a fait toute sa carrière depuis 1983. DG depuis 2013. Juriste spécialiste en Droit Maritime et Commerce International, Administrateur, Juge et Arbitre à la Chambre Arbitrale Maritime de Paris. Administrateur dans plusieurs banques et sociétés au Sénégal.

OBJECTIF :

Confirmer le leadership d'AXA dans l'assurance IARD, prospecter d'autres créneaux et contribuer au développement du secteur au Sénégal.



KALIDOU DIALLO

Un pro du sérail

NOMINATION :

Nouveau Directeur Général de CGF Gestion

EXPERIENCE :

Diversifiée dans la gestion d'actifs (Asset management) au Crédit Lyonnais, Abilixys Consulting, Groupama, Odoo. Il a dirigé le Contrôle des Risques de marché et Reporting de SMA Gestion à Paris.

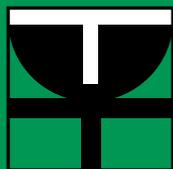
EXPERTISE :

DEA en Monnaie, Finance et Banque à Paris 1-Panthéon-Sorbonne. Animateur de séminaires (Sorbonne) en Risk Management en gestion d'actifs pour les 3ème cycles Monnaie, Banque, Finance et Ingénierie du Risque.

EPARGNE 2016



**Faites grandir
votre épargne**



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK



ELLES ONT LA COTE



RAMATOULAYE
NDIAYE

**NSIA Vie,
leader en VIE
en 2015**

PROUESSE :

NSIA Vie, leader du Marché Vie 2015 avec 8,50 milliards FCFA (25%) contre 4,07 Mds (15%) en 2014. Devant l'historique SONAM Vie (8,10 Mds et 24% du marché). Bravo Mme la DG !

**CARACTERIS-
TIQUES :**

Marché Assurance-Vie très volatile. Marché Vie croît +26,8% contre NSIA Vie +109%. Reste à performer sur la durée.

EXPLICATION :

Importants efforts Etat (incitations fiscales). Permet d'encourager l'épargne salariale, externaliser Indemnités Fin de carrière, gestion confiée aux assureurs, les droits sociaux des travailleurs sécurisés.



KHADY DIOUF

**Exister face à
la concurrence**

INITIATIVE :

Lancement Everest Finance, SGI agréée sur le Marché régional.

CHALLENGE :

Développer des solutions alternatives de levées de fonds et produits financiers pour les acteurs de l'économie régionale.

PROFIL :

MBA Paris Dauphine. Analyste financier à AXA USA, Département Suivi fonds de pension retraites. Rejoint BMCE Capital Afrique, puis Chef Département Trésorerie BHS (gestion optimale). Devient à UBA Mme Relations Institutionnels et Coopération multilatérale. Enfin, Senior Financial Specialist, recrutement Département d'Etat US, préparer le Budget (+25 Millions USD) des 39 agences US au Sénégal (poste à l'Ambassade Dakar).



YAYE SABEL
NGOM

**Focus Manage-
ment consul-
ting**

ENTREPRENARIAT

Fondateur et CEO Cabinet NYS & Associates après 23 ans de carrière.

EXPERIENCE :

Auditeur à BDO-MBA (actuel KPMG Sénégal) ; Commissaire à la Cour des Comptes Sénégal ; Responsable Marché Primaire à CGF Bourse ; Directeur Adjoint à SGBS ; Directeur Audit, Contrôle de gestion et Informatique à AMSA Assurances ; DG Afrique Pesage Sénégal.

AMBITIONS :

Répondre à la problématique des entreprises en matière d'Organisation, Stratégie de pénétration du marché, Finances et RH. Spécialiste en Management et Organisation, expérience avérée en Audit, Banque, Finance et Assurance.



RAMA ATA GAYE

**Coach pour
dirigeants**

CHALLENGE :

Coach, conceptrice du Média Training, «Vent émotionnel». Amener les leaders et futurs leaders vers le succès grâce au nouveau concept de formation accélérée, basée sur la psychologie «émotive», «nègre».

OUTILS :

Utiliser sa propre histoire, transformer ses défauts en atouts, utiliser son corps, sa voix, son image comme véhicules de communication.

BUT :

Faire du leader, la base de son propre processus de perfectionnement. Créer une chorégraphie des Mots. Slogan : «*La Com, un art qui ne fait pas de place au hasard*».



MARIE BA

**Comment
nettoyer un
véhicule sans
eau !**

PROFIL :

Lauréate grâce à son projet Greenwash Africa de la 2ème édition Great Entrepreneur, organisée par l'Ambassade d'Angleterre et qui regroupait une vingtaine d'entrepreneurs. Nettoyage de véhicules et surfaces textiles sans eau.

DEFI :

Devenir la 1ère chaine africaine de nettoyage écologique sans eau !

OBJECTIFS :

Valoriser et professionnaliser le métier de laveur automobile grâce au centre de formation Greenwash Academy, participer à la protection de l'environnement en limitant le gaspillage de l'eau et développer un vrai réseau de proximité.

PRÊTS ORDINAIRES ET IMMOBILIERS LES IMMANQUABLES



* voir conditions en agence

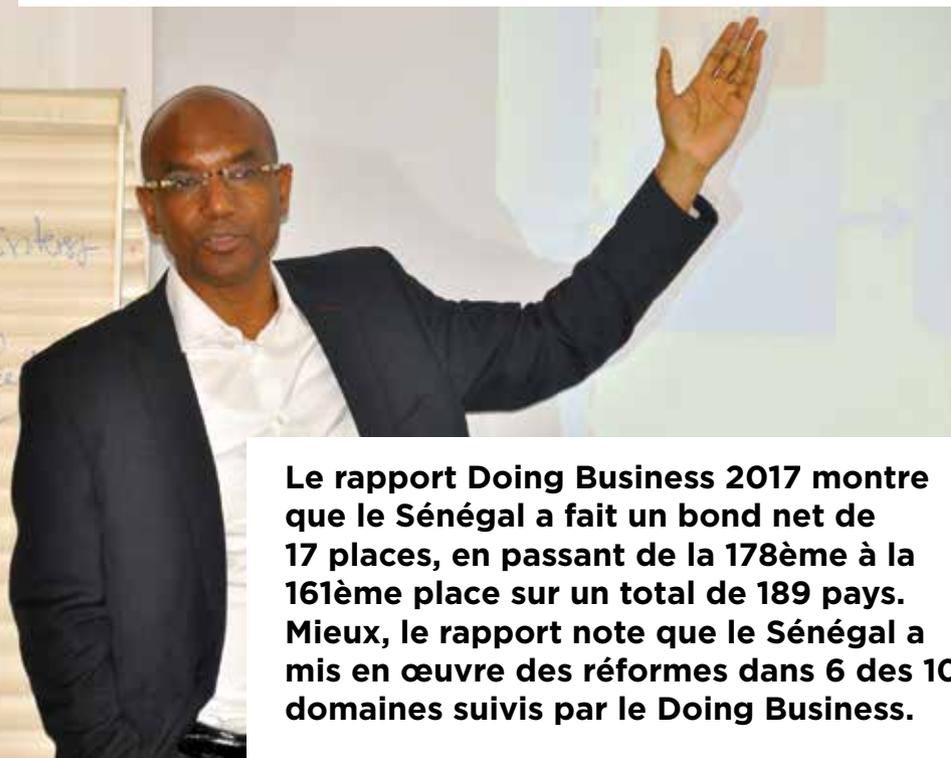
BÉNÉFICIEZ DE PRÊTS À PARTIR DE 5,5%, ET DE 50 % DE RÉDUCTION
POUR TOUTE SOUSCRIPTION SGBSONLINE ET CARTES VISA
ENTRE LE 18 AVRIL ET LE 15 JUILLET 2016

33 839 42 42 | WWW.SGBS.SN



DEVELOPPONS ENSEMBLE
L'ESPRIT D'EQUIPE

Le Sénégal fait un bond de 17 places



Le rapport Doing Business 2017 montre que le Sénégal a fait un bond net de 17 places, en passant de la 178ème à la 161ème place sur un total de 189 pays. Mieux, le rapport note que le Sénégal a mis en œuvre des réformes dans 6 des 10 domaines suivis par le Doing Business.

Ce qui fait que le Sénégal est placé parmi les 10 premiers pays au monde ayant le plus amélioré sa réglementation en matière des affaires. Grâce à ces réformes, le Sénégal réduit progressivement l'écart avec les meilleures pratiques observées ailleurs.

La veille de la publication du rapport, Mountaga Sy, DG de l'APIX, a rassemblé la presse pour leur faire part de l'ambition du Sénégal de faire partie des meilleurs «réformateurs» mondiaux afin de confirmer les bons résultats de 2015 et 2016.

L'objectif est clair. Gagner davantage de places dans le Doing Business et continuer sa transformation institutionnelle pour devenir le pays le plus attractif en termes d'investissement dans la sous-région, à défaut d'Afrique. Pour cela, M. Sy a présenté une série de nouvelles réformes effectives devant impacter le rang du



BANQUE D'AFFAIRES

BANQUE DE MARCHÉS

PLUS QU'UNE BANQUE D'AFRIQUE
LA BANQUE DE VOS AFFAIRES

Sénégal dans le Doing Business. «Entre 5 et 6 indicateurs du Doing Business devraient être touchés par ces réformes», a-t-il noté.

Pour espérer le même classement que Maurice dans quelques années, il faudra dérouler le plan d'actions des cycles de réformes, entamé en 2015 et poursuivi en 2016, qui a permis au Sénégal d'être dans le Top 10 des «réformateurs» en matière d'environnement des affaires au monde.

Au chapitre des réformes, de réelles avancées ont été notées, à savoir la création d'entreprise en 6 heures avec une démarche en ligne et un coût réduit, un octroi de permis de construire avec un délai raccourci et un assainissement réduit et des documents en ligne, le raccordement à l'électricité avec une facilité d'accès et plus de célérité dans le traitement, l'exécution des contrats avec une saisie express pour les petits montants en litige et des délais réduits, le transfert de

propriété avec des délais encadrés et réduits, des documents d'information en ligne, le règlement de l'insolvabilité avec des facilités pour fermer son activité en cas de faillite/ difficulté, le paiement des taxes et impôts avec un encadrement et une simplification des modalités et délais de paiement et enfin le commerce transfrontalier avec un système de prix simplifié et des coûts réduits.

Quid de la corrélation entre un bon classement et les investissements privés ? Pour M. Sy, cela est réel et la courbe des investissements étrangers, entrés au Sénégal depuis 3 ans, le prouve. «Elle est croissante et on a bon espoir qu'elle le reste. C'est 1 800 contacts établis par l'APIX, 150 délégations étrangères en visite au Sénégal, 659 Milliards FCFA d'investissements générés par de nouveaux prospects et 15,8% de taux de conversion de contacts en prospects», a-t-il indiqué.

SGBS A GRAND YOFF **Vers plus de proximité**

Soucieuse de se rapprocher de sa clientèle, la SGBS vient d'ouvrir une agence à Grand-Yoff. «Pour cela, nous ne ménagerons aucun effort pour satisfaire notre clientèle et lui offrir le meilleur de la banque», a expliqué la Responsable de la nouvelle agence, Mme Khady Ndiaye Bâ.

Abondant dans le même sens, M. Yann De Nanteuil, Administrateur et DG de la SGBS dira que ces locaux spacieux, modernes et accessibles s'inscrivent dans la vitalité de la banque. «Nous sommes décidés à être plus proche de nos clients, comme nous le faisons depuis très longtemps. En 2015, nous avons octroyé un total crédit de près de 664 milliards FCFA. Notre groupe constitue un poids important dans le financement de l'économie sénégalaise. En 2015, nous avons investi +2 milliards FCFA dans notre système d'information et dans son réseau d'agences de proximité, avec l'objectif d'accompagner au plus près nos clients dans leurs projets», s'est-il réjoui.



«On vise la semaine
prochaine ? »

BANQUE DE FINANCEMENT

BANQUE DE PLACEMENT

FFAIRES
ES



Préparer l'Après-Cotonou

Les Accords de Cotonou ! Pendant des décennies, ces mots ont désigné la nature et les contours des accords de partenariat entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à ceux de l'Union Européenne. Aujourd'hui, on va vers une nouvelle ère d'échanges entre les 106 pays de ce bloc.

Du 25 au 29 avril, Dakar a reçu la 103ème session du Conseil des ministres ACP et la 41ème session du Conseil des ministres ACP-UE. Un Sommet qui devait marquer le tournant vers un nouveau type de partenariat entre les deux blocs après 40 ans de coopération particulière. Hôte de la manifestation, le Président de la République du Sénégal, Macky Sall, a invité les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), à assumer la continuité de l'histoire par la consolidation et la poursuite de leurs relations privilégiées.

En évoquant cette belle trajectoire de cette coopération particulière, le Président de la République a rendu hommage aux pionniers qui en ont ouvert et balisé la voie. *«Les pionniers ont fait et bien fait leur travail. Notre rôle à nous, aujourd'hui, est d'assurer la continuité de l'histoire par la consolidation et la poursuite de ces relations privilégiées dans un contexte autrement plus complexe. L'Union Européenne s'est élargie. De nombreux et pressants besoins de développement restent encore insatisfaits. De nouveaux défis sécuritaires se font jour. Et tous ces facteurs sont interdépendants. Il n'y a pas de développement sans paix, et pas de paix durable sans développement.*

S'y ajoute, ne l'oublions pas, la question vitale de l'urgence environnementale. La signature le 22 avril dernier à New-York de l'Accord de Paris sur le Climat nous le rappelle opportunément. Il nous appartient de prendre en charge tous ces paradigmes avec un même ordre de priorité qui commande une relecture de notre partenariat dans la dynamique géopolitique du 21ème siècle», a déclaré le Président Macky Sall à la cérémonie d'ouverture de la session ministérielle.

Un avis partagé par Docteur Patrick Gomes, Secrétaire général du Groupe ACP qui a évoqué la contribution de la coopération UE-ACP dans l'économie de certains pays grâce à des programmes de développement qui ont fini de démontrer leur efficacité.

L'avenir de la coopération au-delà de 2020 ?

Les discussions de Dakar sont, selon Léon Raphaël Mokoko, ministre du Plan et de l'Intégration du Congo et



non moins Président du Conseil des ministres ACP, une occasion pour les ministres des pays ACP d'interpeller leurs partenaires européens sur l'Accord de Partenariat Économique (APE) dont les négociations sont compromises par des accords intérimaires. C'est donc l'avenir de la coopération au-delà de 2020 si l'on sait que l'Accord de Cotonou facilitant l'accès des pays au Fonds Européen de Développement (FED) arrive à échéance à cette date. Pour le moment, 60 États sur 78 ont ratifié l'accord du côté ACP. Côté Europe, seul le Chypre sur 28 pays n'a pas à ce jour déposé ses instruments de ratification.

«Les réticences de certains pays ACP à ratifier ces accords sont tout à fait compréhensibles», selon le Président Bharrat Jagdeo de la Guyane. Participant à un panel d'experts aux côtés d'Olusegun Obasanjo du Nigéria, il a estimé que le déséquilibre économique dans les accords entre l'UE et les ACP est tellement grand qu'une compétition sur laquelle deux pays provenant de ces deux blocs ne pourront jamais lutter à armes égales. Il appartient à l'UE d'encourager les États partenaires des ACP à aller vers plus de démocratie pour une plus grande transparence dans la gestion de leur budget. «Si l'Europe attire tant les migrants économiques, c'est parce qu'elle offre plus d'espoir à ses ressortissants. Si cela est possible dans les pays ACP, il y aura moins de candidats à l'immigration. Avec une coopération plus sincère dans le domaine bancaire, la vie de millions de ressortissants des États

du Sud serait améliorée. Peut-être que la question subsidiaire du terrorisme ne se poserait pas », a-t-il estimé.

Une intervention qui prend tout son sens à la lumière des déclarations de Macky Sall qui a évoqué dans son discours la question sécuritaire. «En même temps, nous avons des questions à résoudre pour garder ce qui fait la force, la spécificité et la vitalité de notre partenariat. Sur le plan sécuritaire, la nouvelle dimension du terrorisme mondial nous interpelle solidairement. Plus que jamais, nous sommes liés les uns aux autres. Plus que jamais, il n'y a pas de pays sanctuaire. Et plus que jamais, ce qui frappe l'un de nos membres, qu'il soit du Nord ou du sud, nous concerne tous. Je salue, à ce sujet, la vision partagée entre le groupe des États ACP et l'Union européenne en matière de politique sécuritaire. Du Sahel au cœur de l'Europe, la menace terroriste est la même. Nous devons donc agir ensemble pour y répondre, en associant nos moyens, notre intelligence et notre expertise», a argumenté le Président.

Une force plus efficace ?

Lors de la cérémonie de clôture, les Ministres des États ACP ont réaffirmé leur détermination à assurer le succès du prochain Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement, prévu en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et ont lancé un appel à l'UE pour qu'elle fasse preuve de flexibilité dans les négociations commerciales avec les régions ACP. Parmi les principales décisions et résolutions adoptées,

le Conseil des ministres s'est félicité du rapport du groupe d'éminentes personnalités, présidé par l'ancien Président du Nigeria, Chief Olusegun Obasanjo, intitulé «Un groupe des États ACP du XXIème siècle répondant aux besoins de ses populations». Ce rapport, fruit de plus de 2 années de recherche, de consultations et de réflexion, contient des recommandations visant à réformer et repositionner l'Organisation pour en faire une force plus efficace sur la scène internationale.

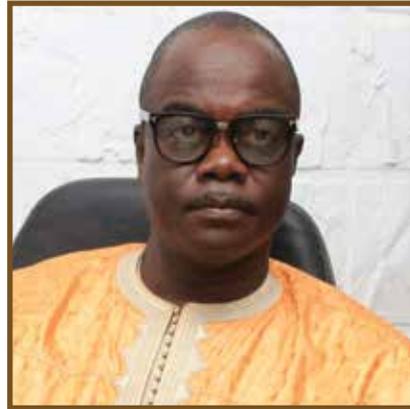
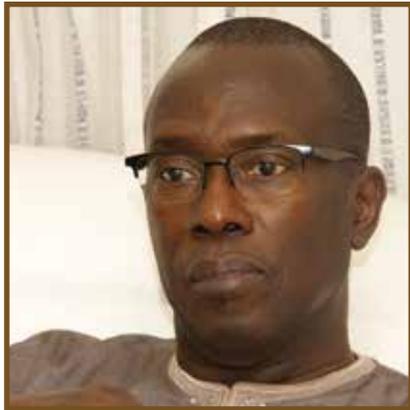
Le Rapport sera présenté au 8e Sommet des ACP, prévu du 30 mai au 1er juin 2016 à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée). Un événement crucial pour le Groupe ACP dans la mesure où il fournira le mandat politique nécessaire pour réorienter l'Organisation, et une base pour des discussions plus concrètes sur les futures relations ACP-UE après 2020. Le ministre des Affaires étrangères de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'hon.Rimbink Pato, a présenté l'état d'avancement des préparatifs et exhorté les délégations à assurer une participation de haut niveau.

AMADOU BA (MEFP)

«Le Sénégal signera les APE»

«Le Sénégal signera les Accords de Partenariat Économique (APE), en même temps que 13 autres pays de l'ACP. L'Union Européenne est le 1er partenaire commercial des ACP. D'où la nécessité de développer un partenariat économique très profond entre les deux parties. Nous avons des défis nouveaux à surmonter ensemble. Il s'y ajoute aussi que le monde bouge ; le commerce est de plus en plus libéralisé et il ne sert à rien de se renfermer sur soi-même. Sous l'égide de la CEDEAO, le Sénégal a entériné les APE parce que nous pensons que c'est un accord tout à fait bénéfique. Déjà, nous avons mis en place le Tarif extérieur commun de la CEDEAO en début d'année et depuis, nous n'avons pas de difficultés majeures. Aujourd'hui, l'économie se porte bien d'après les premières tendances. Il y a bien quelques pays qui ont certaines réticences mais, nous travaillons à les convaincre. Le protectionnisme ne sert à rien, nous devons travailler pour que tout le monde commerce avec tout le monde...».





LA NOUVELLE *ESTABLISHMENT*

Encore une fois, REUSSIR sort des sentiers battus. Complètement. Pour cette édition consacrant ses 10 ans, le magazine du business vous propose une lecture inédite sur l'historique et la sociographie de l'élite dirigeante du Sénégal depuis au moins une décennie. Des hommes et femmes, quadra et quinquagénaires, formés, pour l'essentiel, à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. La plupart y ont vécu la terrible épreuve de l'Année blanche de 1988, ou celle invalidée de 1994, sans compter les années avec une session unique d'examens, pour cause de longues grèves, soit des étudiants ou des enseignants. Pour ainsi dire, une génération sacrifiée à l'autel des revendications politico-syndicales, presque programmée à échouer.

Mais, par un formidable retournement de l'Histoire, une bonne partie de cette génération s'est retrouvée, au terme d'un cursus académique, professionnel ou politique, ce qu'il y a de plus méritoire, au cœur de l'Etat de la République. Il n'y a qu'à citer un certain Macky Sall, Souleymane Ndéné Ndiaye, Moustapha Diakhaté, beaucoup de ministres sous Wade ou Macky, des députés, DG, hauts-fonctionnaires, professions libérales ou du secteur privé... Bref, au niveau de toutes les sphères de l'Exécutif, du Législatif, du Judiciaire, dans la Diaspora ou la sous-région...

Ainsi, après les «68tards» qui, historiquement, ont ouvert au Sénégal, le champ de toutes les possibilités avec l'effervescence de l'Etat de droit et des libertés publiques, celle des «88tards» (étudiants des années 80 et 90) ont pris le relais et ont consolidé ces acquis démocratiques. Dans le même temps, ils ont prouvé à leurs aînés «occidentalisés» (et aussi aux cadets plutôt «mondialisés») qu'on pouvait faire toutes ses études au Sénégal, dans l'Ecole et l'Université du service public et enfin... REUSSIR !

Cette Université Cheikh Anta Diop, vouée aux gémonies, est pourtant celle qui a formé cinq chefs d'Etat contemporains (Ibrahima Boubacar Keita du Mali, Michel Kafondo du Burkina, Yayi Boni et Patrice Talon du Bénin, Macky Sall). Pour

dire que cette tradition de fabrique d'élite ne date pas d'aujourd'hui...

C'est sous cet angle que REUSSIR s'est intéressé à cette remarquable aventure collective, en cherchant à raconter l'histoire de cette révolution singulière, ce phénomène de Empowerment rare qui a vu des jeunes sortis de «nulle part», gravir, à force de volonté et de persévérance, les marches de la REUSSITE.

Pour ce faire, REUSSIR est allé rencontrer ces acteurs qui sont revenus sur leurs hauts faits d'armes afin de comprendre les ressorts, tenants et aboutissants de cette véritable «saga à l'américaine».

Le premier parmi tous, Macky Sall, porte-étendard de cette génération, modèle achevé de réussite et pur produit de l'école publique, incarne à vrai dire, la force du génie sénégalais et de la méritocratie républicaine. Aussi mérite-t-il d'être plébiscité, notamment pour son prodigieux parcours social. Qui l'a vu quitter, presque à moins l'infini, le pauvre quartier Peulgha de la bourgade rurale de Fatick, affronter toutes les vicissitudes de la vie et devenir le premier de tous les Sénégalais. Il fallait le faire. Et Macky l'a fait ! Dommage que son staff ne communique pas sur cette révolution sociale à nulle autre pareille. Il aurait pu, comme Obama, profiter de ce qui apparaît comme une faiblesse initiale, pour le capitaliser et le projeter comme le plus bel exemple de réussite contemporaine.

Par ailleurs, le Président devrait pouvoir utiliser davantage, à bon escient, toutes ces ressources disponibles de la G88 qui ne demandent qu'à l'accompagner dans sa noble mission de développement du pays.

Merci Monsieur le Président de la République d'avoir bien voulu accepter de signer l'éditorial de cette édition de REUSSIR sur la Génération 88. Soit une première dans les annales de la presse au Sénégal. Merci également à tous ceux qui ont contribué à sa réalisation, notamment notre confrère El Hadj Kassé de la Communication présidentielle, Souleymane Gaye, Coordonnateur de la G88...



AUX ORIGINES DE LA GÉNÉRATION DES «MIRACULÉS»

Presque programmée pour échouer, la G88 a réussi la prouesse d'inverser une tendance qui lui était défavorable sur toute la ligne. Flashback sur une génération, devenue dorée... par miracle.

Appelé à parler des fondements de la G88, Moctar Sourang, membre fondateur de la Coordination des Etudiants de Dakar, y est allé d'une liaison avec Mai 68. «La grève de 1968 ne concernait pas les conditions de vie et d'études des étudiants. Le niveau d'encadrement était jugé performant. Les revendications portaient plutôt sur les fondements même de la société. Pour le sociologue Mamadou Wane, dit Mao, un des «68tards»,

Mai 1968 est profondément un mouvement antiautoritaire contre la nature néocoloniale du régime de Senghor, l'absence de démocratie, les interdits de la société. La norme sociale de cette génération de 68 se fondait sur la rupture avec le modèle de l'État hégémonique au service de l'impérialisme et de la bourgeoisie compradore, le monopole de l'information d'État et la culture propagandiste médiatique». Une description éloquente qui donne une idée nette des motivations du mouvement étudiant. Peu importe le combat, le mouvement commençait à peser.

Avec ses vagues de contestation qui ont

commencé sous Senghor, le mouvement étudiantin pousse le gouvernement dans ses derniers retranchements. Ainsi, des leaders sont arrêtés, certains envoyés de force dans l'Armée, d'autres sont tout simplement exclus. Ainsi, Senghor place l'université sous haute surveillance et toute tentative de contestation était réprimée et cela jusqu'à la levée du régime provisoire en 1981.

Place au social et au pédagogisme

Certes Senghor avait mis l'Université de Dakar sous haute surveillance, mais le



surpeuplement progressif devenait une bombe à retardement. En 1981, elle comptait déjà 13 000 étudiants. Ceci, combiné à la multiplication des maitrisards chômeurs, offrait un cocktail de dangers auquel devait désormais faire face son successeur, Abdou Diouf. «La caractéristique des années 80, c'est la nature sociale et/ou pédagogique des revendications des étudiants. La recrudescence de ce type de revendications devenant comme une maladie qui s'aggrave après une rémission temporaire. Le mouvement étudiant des années 80, c'est aussi l'âge d'or des unions nationales (UNAPES, UDED, etc.) qui ont cohabité avec les amicales des étudiants. Les unions nationales étaient souvent des excroissances de partis politiques cherchant à instrumentaliser le mouvement étudiant. Mais, aucun parti n'est parvenu à caporaliser le mouvement et à l'influencer de manière significative parce que, d'une part, la masse silencieuse des étudiants ne se reconnaissait pas dans les luttes

politiques et idéologiques et, d'autre part, les unions nationales se neutralisaient entre elles. Donc, seules les questions à caractère académique et social pouvaient mobiliser», analyse M. Sourang.

Un aspect non négligeable a attisé le feu au campus. En effet, l'appartenance au Parti Socialiste, alors au pouvoir, offrait des avantages réels comme les bourses, les chambres d'étudiants... Ce que les autres ne parvenaient guère à digérer. «Jusqu'à notre arrivée, les étudiants socialistes pouvaient avoir la bourse nationale payée par l'Etat du Sénégal, la bourse municipale et la bourse du PS, un quota pour les chambres. Ce qui permettait d'attirer le maximum d'étudiants, mais c'était sans compter avec la réfraction des étudiants par rapport au parti au pouvoir», rappelle Souleymane Ndéné Ndiaye, ancien Premier ministre et «88tard».

La détermination devenant de plus en plus forte, Diouf est marqué à la culotte. «L'originalité de G88, c'est d'avoir mené des combats de rue, des manifestations, des marches qui n'étaient jamais autorisées mais que nous forcions. Nous en avons beaucoup souffert. D'ailleurs, nous portons encore les stigmates de ces manifestations. On a fait la prison à plusieurs reprises», se souvient Moussa Sow qui explique, en fait, que la G88 est arrivée au moment de la disparition des unions nationales. «On a prôné la réunification du mouvement étudiant avec beaucoup de leaders», se souvient-il.

En effet, à cette période, le mouvement était marqué par la forte présence des unions nationales comme l'Union Nationale Patriotique des Etudiants du Sénégal (UNAPES), l'Union Des Etudiants de Dakar (UDED) qui coexistaient avec les amicales d'étudiants.

Mais, ce qui rendait la cohabitation difficile, c'est la détermination inavouée des politiques à instrumentaliser les mouvements d'étudiants. Si cette génération a réussi une prouesse, c'est d'avoir secoué le régime de Diouf qu'elle suivait comme son ombre. Alors qu'il s'appretait à tenir un grand meeting à Thiès, en fin de campagne électorale, la manifestation est sabotée par les camarades de Talla Sylla et autres militants du PDS, sous la houlette du député Boubacar Sall, dénommé «le Lion du Cayor». Ils lui ont jeté des pierres, l'ont hué, obligeant sa garde rapprochée à l'exfiltrer via une ambulance. Lors de son temps d'antenne, le candidat Diouf leur répondit en les traitant de «jeunesse malsaine, d'oiseaux de mauvais augures» et les dirigeants, Wade, Bathily, Dansokho et Landing de «bandits de grand chemin». Ambiance...

Naissance de la CED

À l'Université, la disparition des unions nationales au profit des amicales de facultés consacrait une nouvelle ère avec la création de la Coordination des étudiants de Dakar (CED). «Nos combats portaient sur des idéaux, nous ne nous battions que pour des causes concernant les conditions d'études et de vie des étudiants, on croyait à des valeurs», se souvient Mamadou Oumar Bocoum.

Devant faire sa maîtrise en 1988, l'historien Ndiouga Mbenga est contraint à l'année blanche. «Le syndicalisme, c'était aussi une formation très forte et nous l'avons hérité des anciens de 68. Peut-être diront-ils que nous avons été moins fidèles aux changements sociaux, mais ils n'ont pas vécu, comme nous, les politiques d'ajustements structurels qui ont débuté dès 1979. Ce qui a entraîné une paupérisation des universités délabrées, des bibliothèques vides, l'Etat qui ne finance plus l'Education à cause d'une économie mondiale qu'on cherchait à uniformiser. Nous avons vécu la répression et les politiques d'ajustement», se souvient le professeur.

D'année en année, le feu est attisé entre un mouvement étudiant contestataire et un gouvernement décidé à ne pas lâcher du lest. En janvier 1987, pour protester contre le retard dans le paiement des bourses, les étudiants décrètent 24 heures non renouvelables. L'Etat sort le bâton et lance une répression aveugle, sans discernement. Beaucoup de blessés sont notés, se souvient M. Sourang. Le ton monte et en février 1988, au soir des élections présidentielles et législatives, l'Etat décide de fermer l'université où aucune grève n'était encore décrétée.

«L'université est prise d'assaut par les policiers», poursuit Sourang qui précise que «le mouvement étudiant a alors réagi en exigeant la réouverture de l'université et le respect des franchises universitaires dans toute leur plénitude, l'évacuation des forces de l'ordre, la levée de l'état d'urgence, la libération des détenus politiques, en clair plus de démocratie. La plateforme revendicative comportait aussi des questions relatives à la capacité d'accueil, donc aux infrastructures pédagogiques et sociales (de nouveaux amphithéâtres et salles de cours, l'ouverture de nouveaux restaurants, la construction de nouveaux pavillons...».

À sa sortie de prison Abdoulaye Wade a convié les responsables étudiants à une rencontre chez lui, au Point E, pour leur demander de lever le mot d'ordre de grève. «Nous lui avons opposé un n'iet catégorique en lui faisant comprendre que nous ne nous



NDIOUGA BENGA

battions, pas pour sa personne, mais pour des principes démocratiques», renseigne-t-il.

L'année 1988, c'est aussi le début de la fin de l'hégémonie des partis de gauche sur le mouvement étudiant. Avec la massification des effectifs, le dépérissement des idéologies, le leadership charismatique de Maître Abdoulaye Wade, le PDS devint la nouvelle force politique à l'Université, embrigadant de facto, l'instance de décision, la CED jusqu'en 2000. D'abord avec Abdou Sané et Moustapha Diakhaté, puis Modou Diagne Fada et Cie avec la création du Mouvement des élèves et étudiants libéraux (MEEL), un annexe de l'Union des Jeunes travailleurs et libérales (UJTL), existant depuis le temps des Souleymane Néné Ndiaye.

Sur la collusion entre revendications syndicales et mots d'ordres politiques, les appréciations divergent. *«De notre temps, aucun parti n'est parvenu à caporaliser le mouvement et à l'influencer de manière significative parce que, d'une part, la masse silencieuse*

des étudiants ne se reconnaissait pas dans les luttes politiques et idéologiques et, d'autre part, les unions nationales se neutralisaient entre elles. Donc, seules les questions à caractère académiques et sociales pouvaient mobiliser...», soutient le «démocrate» Moctar Sourang qui, à l'époque, ne militait plus dans aucun parti.

La vérité est que les forces de gauche étaient assez divisées entre elles et aucune n'était assez hégémonique. *«Nombreux ont été les militants de partis politiques, sanctionnés par leurs directions politiques respectives, car refusant de défendre les positions de leurs partis»,* témoigne-t-il.

Même Moustapha Diakhaté, dirigeant libéral, soutient que *«la CED a été, pour moi, un incubateur de citoyenneté, un espace libre de débats démocratiques qui transcendait les clivages idéologiques. L'essentiel, c'était de satisfaire les revendications des étudiants et faire avancer les libertés démocratiques...».*

Et le mouvement étudiant, aujourd'hui ?

Tous les anciens interrogés se désolent du faible niveau de conscience politique et idéologique de la génération actuelle, plus portée sur les questions matérielles et financières. *«À la place des figures emblématiques qui servaient de référence de par leurs idées, nous avons de grands posters de lutteurs ou d'équipes de foot qui tapissent les murs des chambres d'étudiants. L'argent, la corruption, les bourses étrangères, tout est permis. Des offres qui ont toujours existées mais sur lesquelles des dirigeants savaient cracher. Sauf qu'aujourd'hui, les lignes des repères semblent de moins en moins visibles, les valeurs éthiques de moins en moins partagées»,* se désole encore cet enfant de bonne famille qui se sacrifiait, à l'époque, pour des «causes justes».

Le conseil qu'il donne à ses cadets, c'est que le mouvement étudiant doit rester *«un contre-pouvoir utile pour alerter et amener les autorités à résoudre les problèmes de l'école et de la société. Les étudiants doivent demeurer des sentinelles à la capacité d'indignation intacte, des acteurs qui osent faire bouger des lignes dans le sens d'une action transformatrice pour le devenir positif du Sénégal, de l'Afrique et du monde en général...».*



MOCTAR SOURANG



Merci pour votre confiance.



**UBA élue : «BANQUE DE L'ANNÉE»
Pour la 4ème fois consécutive**

Nos Agences

Almadies - Plateau - Mermoz Batrain - Bourguiba - Parcelles - Pikine - Hlm - Touba - Kaolack



PROFESSEUR ABDOULAYE SAKHO

La G88 a profité de l'ascenseur social de l'école publique

Enseignant le Droit à l'Université Cheikh Anta Diop depuis trois décennies, le Professeur Abdoulaye Sakho est un observateur indiqué pour analyser le cheminement de cette Génération 88 qu'il a côtoyée à l'Université, puis sur le terrain professionnel. Il s'interroge également sur leurs pratiques du Pouvoir d'Etat, sur le rôle de l'Administration, etc. Entretien.



Les décisions économique et politique deviennent davantage marquées du sceau de la partialité aux yeux de nombre d'observateurs. Certaines nominations dans l'Administration font grincer des dents...

que 46 ans à sa mort. Je crois qu'il avait aussi un profond respect de ses étudiants pour ce que j'étais (leur assistant) et pour la science que j'incarnais à leurs yeux. De la même manière, je respectais et je continue d'ailleurs à respecter les étudiants. Je crois que c'est de ce respect mutuel que provient la complicité qui fait que mes relations avec les étudiants perdurent et m'autorisent à parler de leur trajectoire. J'avoue être très fier d'eux quand je les rencontre aujourd'hui.

Le parcours de cette génération ?

Il n'a rien de particulier pour un observateur de culture africaine ou en tout cas sénégalaise. En revanche, un Européen voire un Occidental, s'y perdra. En effet, dans les sociétés européennes, l'élite est préparée, on lui trace un chemin depuis la famille, l'école voire même l'entreprise. Comme dit le sociologue américain Charles Wright Mills, grand théoricien du Pouvoir et de l'élite en particulier : *«pour comprendre l'élite en tant que classe sociale, il faut étudier une série de petits milieux où l'on vit face-à-face ; parmi ceux-ci, le plus évident du point de vue historique a été la famille de la classe supérieure, mais les plus importants sont désormais, la bonne école secondaire et le club des grandes villes»*. (Ndlr : L'élite au pouvoir, datant de 1956, réédité en 2012, Editions Agone, Marseille).

Justement en parlant de bonne école secondaire, il y en a une en France qui joue un rôle fondamental dans la formation des dirigeants administratifs et politiques et dont on dit qu'elle est l'institution, par excellence, de légitimation des idées reçues et des hiérarchies en place. Il s'agit de Sciences Pô Paris qui serait l'école de formation des élites françaises et aurait formé un quart des membres du gouvernement français de Hollande.

Rien de pareil chez nous ! Ce qui m'autorise à dire que le parcours de cette génération est tout à fait dans la logique de la fonction sociale de l'Ecole publique. Oui, cette génération a profité à fond de la fonction «ascenseur social» de notre école publique (primaire, secondaire et supérieure) pour accéder au rang social qui est le sien aujourd'hui. C'est le propre de l'école publique. En conséquence, il n'y a pas eu un parcours spécifique, un lieu prédéfini de préparation et de formation pour cette élite au pouvoir.

N'étant donc pas du tout préparé à l'exercice du Pouvoir, peut-on dire qu'ils en ont la légitimité ?

Oh que oui ! Elle est tout à fait légitime. Le pouvoir ou les pouvoirs qu'elle exerce ne sont pas acquis par la violence, par le sang ou par l'argent. Sa position actuelle procède d'une sorte de «légitimation» par le mérite, le savoir, l'école... Par ailleurs, au plan politique, cette génération a su utiliser les ressorts de la démocratie représentative pour se hisser au niveau des décideurs. On peut considérer que, de ce point de vue, la démocratie se présente comme une vertu et notre société pourrait garantir à des individus, issus de familles désavantagées au plan matériel, un chemin pour se hisser au plus haut niveau. Il faut s'en féliciter et louer les vertus de notre système social. Ce n'est pas du tout le cas dans les vieilles démocraties où le système de formation est plus tourné vers la reproduction des modes de domination existant... Aussi, je suis formel, elle est tout à fait légitime à exercer le pouvoir politique du fait de son acquisition par la voie toute tracée des ressorts de notre système politique.

Oui, mais avait-elle les compétences pour exercer ce pouvoir ? Comment

Prof, pour avoir enseigné cette Génération 88, quel regard portez-vous sur leur parcours professionnel et politique et leur accession au Pouvoir ?

Ce serait bien prétentieux que je vous confirme avoir enseigné cette Génération dont vous parlez. J'ai juste eu une chance extraordinaire, celle de l'avoir plutôt côtoyée à l'Université et d'avoir certains, parmi eux, dans mes salles de chargé de Travaux dirigés à la Faculté de Droit. Je ne suis donc qu'une infime proportion dans le processus d'apprentissage qui a conduit leur éclosion dans l'élite sénégalaise d'aujourd'hui.

Ceci dit, il est vrai que je ne suis pas très loin, du point de vue âge, de cette génération. Cela a certainement contribué à faciliter la complicité que j'entretiens toujours avec certains d'entre eux. Le courant passait très bien, comme on dit. Et je l'avoue aujourd'hui, cette forme de relation m'a été inspirée par la proximité que j'avais avec mes profs, étant étudiant en France. L'un d'eux en particulier, qui m'a profondément marqué, est malheureusement parti très tôt. Il s'appelait Michel Jeantin, officiait à Paris10 Nanterre et n'avait

qualifieriez-vous leur pratique de la gouvernance publique ? Efficace ou non ? Performante ou non ?

Bien sûr, je crois que l'Ecole, chez nous, forme des gens compétents, même si je suis d'accord avec ceux qui estiment que notre système de formation a besoin d'un coup de jeune pour s'adapter aux exigences contemporaines en matière économique et sociale. Cette génération, qui est au pouvoir, a été assez bien formée et son mérite repose sur le fait qu'elle est un pur produit de notre Université et qu'elle tient la dragée haute aussi bien dans le secteur public (les fonctionnaires) que dans le privé et les professions libérales... Donc, il ne se pose pas un problème de compétence à son niveau.

En revanche et c'est là où la question garde une certaine pertinence, l'exercice du pouvoir politique est un problème. Pour moi, il ne s'agit pas du tout d'une question de compétence, mais plutôt de stratégie d'enracinement au pouvoir acquis. Et là, de la même manière que j'ai fait état tout à l'heure des vertus de la démocratie représentative, vous allez me permettre de convoquer ce même système de démocratie représentative, mais dans sa face hideuse pour nous, dans ses vices. Ce qui me conforte dans l'idée que la démocratie représentative doit évoluer et s'adapter aux exigences des citoyens de ce nouveau millénaire.

Oui, le mode de gouvernance publique de cette génération me paraît être «plombé» par le système de dévolution du pouvoir politique : les urnes. En conséquence, pour celui qui exerce le pouvoir en Afrique noire, s'y maintenir devient crucial, voire même plus important que la mise en œuvre rationnelle d'une politique de longue durée au bénéfice de nos économies. En conséquence, plus que des programmes de gouvernement, on voit des politiques fondées sur l'idée qu'il faut en mettre plein la vue aux populations pour recueillir le maximum de suffrages aux prochaines joutes. La politique du «bilan d'étape» prend le dessus sur les stratégies de développement durable. Pourtant, comme je le disais tout à l'heure, la compétence ne fait pas défaut, car les besoins ont été clairement identifiés et les deux priorités du Sénégal, depuis le Président Wade, sont les infrastructures et la protection sociale des populations désavantagées ou exclues de la croissance.

Pour dire vrai, j'aurais personnellement mis ces deux priorités dans le domaine réservé par la Constitution au Chef de l'Etat qui, il ne faut pas l'oublier, est élu au suffrage



universel direct et possède la légitimité de représentant direct du peuple. Cela me semble plus pertinent que ces domaines réservés dit de souveraineté (Défense nationale, Affaires étrangères et Intérieur) que nous avons hérités de la Constitution française de 1958, qui correspondent à l'histoire de la France et qui, malheureusement, ne nous servent pas à grand-chose, sinon montrer que nous sommes de «bons élèves» dans le mimétisme juridique.

Pour avoir été une jeunesse aux idéaux politiques très généreuses, sont-ils encore des hérauts de la bonne gouvernance, de l'éthique et de l'intégrité ?

N'oubliez pas qu'ils avaient d'abord été qualifiés de «jeunesse malsaine», du temps où ils étaient à l'école secondaire. Mais, pour répondre à la question, je dirais qu'ils sont toujours dans les principes au plan théorique, mais que, dans leur exercice du pouvoir, ils sont rattrapés par le réalisme et le pragmatisme. Ils sont pris dans le tourbillon de la recherche à tout prix de la majorité électorale. Du coup, la décision économique et la décision politique deviennent davantage marquées du sceau de la partialité aux yeux de nombre d'observateurs. Certaines nominations dans l'Administration font grincer des dents. Mais, je me demande si tout cela ne provient pas de la manière dont les pouvoirs politiques ont toujours opéré une sorte de «capture» sur l'Administration. On peut faire remonter cela au temps de l'Administration, pendant le parti unique qui a posé les bases du «Parti -Etat». On mettra du temps

à s'en départir d'autant plus que le processus d'externalisation et de contractualisation de certaines activités de l'Etat marque le pas dans notre pays. Le slogan «*la Patrie avant le Parti*» est, à mon sens, toujours d'actualité.

On parle aujourd'hui d'«une Administration, moteur de l'Emergence». Est-ce vraiment le cas avec tous les dysfonctionnements constatés au jour le jour ?

Les fonctionnaires et membres de notre administration sont assez compétents. Mais, ce serait une erreur que de croire que c'est l'Administration qui va développer le pays. Elle ne peut que contribuer à poser les bases et fondements d'un exercice loyal de la compétition économique entre les créateurs de richesses et de valeurs que sont les membres du Secteur privé. Donc, il faut laisser l'Administration à sa place et lui donner les moyens de son épanouissement.

Pour revenir à cette génération exceptionnelle, l'UCAD, au vu de la crise structurelle qu'elle traverse, peut-elle en produire une pareille à celle de 88 ?

L'UCAD est aujourd'hui concurrencée et heureusement pour le Sénégal. C'était une anomalie que 50 ans après l'indépendance, on fonctionne avec une seule université. Le public se diversifie au plan géographique et le privé trouve aussi une place de choix. L'UCAD devra donc s'adapter. Mais, cela c'est un autre débat... ●

M. Diego CAMBEROS, Directeur Général Tigo

“nous nous challengeons constamment pour faire les choses différemment.”



1 Bonjour M Camberos. Parlez-nous un peu de vous... Qui est Diego Camberos ?

Je suis un Directeur Général passionné qui a le privilège de diriger une grande société comme Tigo Sénégal. J'ai une expérience de 15 ans dans le secteur des télécommunications, après avoir préalablement dirigé Tigo Rwanda ainsi que plusieurs postes dans le commercial en Afrique et en Amérique Latine. J'ai également passé plus de 9 ans à différentes fonctions chez McDonald's dans plusieurs pays. Ce parcours diversifié m'a permis de travailler dans des environnements sociaux culturels très différents et j'apprécie cette aventure professionnelle et humaine. Elle est très enrichissante. C'est avec beaucoup de plaisir que ma famille et moi sommes au Sénégal et je suis fier d'être à la tête de cette équipe dynamique de Tigo Sénégal.

2 Comment se porte Tigo sur le marché Sénégalais ?

Tigo se porte bien dans un marché aussi concurrentiel comme le Sénégal et consolide sa position de challenger et d'entreprise innovante afin d'offrir le meilleur à nos clients.

3 En 2015, vous aviez annoncé le changement de la signature de votre marque ? Qu'a mis Tigo en place depuis le lancement de cette nouvelle promesse pour faire aimer le digital Lifestyle ?

Au lancement de notre réseau 3G, notre mission première était de faire vivre le digital Lifestyle à nos clients : faire découvrir internet grâce à nos offres accessibles et la qualité de notre réseau 3G+. Aujourd'hui, nous invitons à aller au-delà de la découverte, en aimant et en vivant le digital Lifestyle : Live it, Love it. Nous sommes un facilitateur de cette expérience. Depuis le lancement de cette nouvelle signature, nous avons accéléré le développement des partenariats stratégiques tels que Facebook, Deezer pour améliorer l'expérience internet, des partenariats avec des institutions financières comme Western Union, pour rendre l'expérience Tigo cash plus simple, plus pratique et flexible. En ce qui concerne le monde professionnel, nous apportons des solutions innovantes et modulables pour les entreprises. De nombreuses autres initiatives sont en cours pour enrichir l'expérience digitale de nos clients.

4 Quelles sont les initiatives de votre entreprise dans le domaine social pour cette année 2016 ?

Nous continuerons à nous investir dans l'entrepreneuriat social avec un accent particulier sur l'utilisation du numérique pour améliorer le bien-être des populations. Nous lancerons l'édition 2016 du prix de l'innovation numérique. Nous accompagnerons les gagnants de l'année dernière dans la mise en œuvre de leurs projets. Les lauréats de l'édition précédente vont respectivement assurer la construction de cybercasas dans les régions et la promotion d'une application mobile pour la collecte de dons de sang.

5 Tigo Sénégal est perçu comme le leader sur le marché en termes d'innovation. Selon vous, qu'est-ce qui vous différencie de vos concurrents ?

Notre équipe et son ouverture nous différencient principalement de la concurrence. L'innovation est au cœur de tout ce que nous faisons. Il faut concevoir l'innovation comme un crédo au quotidien, nous nous challengeons constamment pour faire les choses différemment.

6 Avez-vous un mot à adresser aux populations vivant au Sénégal et à vos clients ?

Je voudrais par ailleurs remercier à travers vous nos millions de clients qui font de nous une société hors du commun. Merci pour leur fidélité ! Je voudrais les rassurer sur notre engagement à rester à leur écoute et à tout mettre en œuvre pour leur apporter des solutions de communications accessibles et efficaces, et leur offrir une expérience de qualité. Notre passion nous pousse à concentrer nos efforts sur le client pour servir différemment. Je voudrais inviter les nouveaux clients à nous rejoindre afin de profiter des multiples opportunités que nous leur proposons.

En tant qu'entreprise digitale, nous souhaitons être un partenaire et vous offrir ainsi une expérience unique et répondre à vos attentes.

Le Campus en miniature ?

Le militantisme a ceci de spécial qu'il constitue un trait d'union entre des personnes de même conviction d'où naissent des liens qui résistent à l'usure du temps. Cas d'école au cabinet présidentiel avec un bouclier de conseillers «makystes» purs et durs.



EL HADJI KASSE

S'ils sont nombreux à avoir brillé avec la G88, certains, par un coup du destin, se sont retrouvés dans l'espace présidentiel, avec l'avènement de Macky Sall au sommet du pouvoir. Parmi eux, **El Hadji Kassé**, ministre-conseiller chargé de la Communication. L'ex-Directeur du quotidien national *Le Soleil*

est connu pour son engagement tant, en tant qu'élève qu'étudiant, dans les mouvements de gauche. Philosophe de formation et journaliste de métier, il a conseillé, entre autres, l'ancien président malien, Amadou Toumani Touré.

A la Présidence, il y côtoie de vieilles connaissances militantes de la G88. Tel le **Professeur Ismaila Madior Fall**, constitutionnaliste réputé, agrégé de Droit public et de Science politique à l'UCAD, ministre-conseiller, chargé des affaires juridiques et père des fameuses réformes ayant conduit au dernier référendum. Il y a également **Docteur Boubacar Mbodj**, Conseiller spécial en Environnement et Energies renouvelables, en même temps point focal du Programme d'Urgence pour le Développement Communautaire (PUDC). Un des leaders étudiants les plus charismatiques et qui s'est beaucoup bonifié dans son domaine d'expertise.



Pr ISMAELA MADIOR FALL

L'autre Conseiller spécial, **Dr Boubacar Signié Sy**, est un fidèle de Macky Sall. Il l'a suivi partout, depuis 2001, dans les ministères, à la Primature, à l'Assemblée nationale et aujourd'hui au Palais. Membre fondateur de l'APR, il a coordonné la commission «Projet de société» du candidat Macky. Docteur en philosophie et épistémologue, il est considéré comme un «fils spirituel» de Souleymane Bachir Diagne. Pour la petite histoire, il occupe le poste de Conseiller en Education, jadis occupé par son brillantissime mentor, sous le dernier mandat de Diouf.



Dr BOUBACAR SIGUINÉ SY

Sans doute le plus jeune de la bande, **Mamadou Kassé**, Conseiller technique en Urbanisme et Habitat, responsable politique de l'APR à Tambacounda. Il est aussi un «88tard», en tant qu'ancien leader du Mouvement des élèves du Sénégal, qui travaillait, à l'époque, sous la coordination directe d'un certain **Benoît Sambou**, son collègue au Palais, lui aussi, ministre-conseiller du Président. Tout comme **Abdoulaye Diop Junior**, ancien ministre du Budget sous Wade... Et last but not least, **Me Oumar Youm**, pur produit de l'école de Dakar, avocat de formation. Il a été responsable des questions de Droit civil et commercial, ainsi que la gestion du portefeuille clientèle banques et sociétés commerciales au cabinet Mame Adama Gueye & Associés. Maire de la commune de Thiadiaye, ministre de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du territoire, il a été porte-parole du gouvernement avant d'atterrir à la direction du cabinet présidentiel. Bravo, Maître !



MAMADOU KASSÉ



Me OUMAR YOUM

L'autre icône de G88

Il est de ceux qui portent le flambeau de la G88. Pour avoir réussi à devenir Premier ministre du Sénégal, il est le second exemple de réussite qui force le respect et l'admiration de toute une génération, voire de tout un peuple.



soutenait, avec Macky, que le fait d'aller installer la violence et le désordre dans les restaurants n'était pas la solution. Macky et moi voulions convaincre les étudiants. Hélas, on n'a pas réussi. C'était déjà les bases claires d'une année blanche. C'était un gros pincement au cœur pour nous qui étions sur le point de finir», regrette celui qui a enfilé, par la suite, la robe d'avocat pour plaider les causes justes.

Mais comment cette génération a réussi à allier militantisme politique, syndical et études ? Pour lui, la première force, c'est qu'ils étaient une bande de copains. «Nous dirigeons le mouvement étudiant. On faisait beaucoup de sacrifices. Les réunions étaient programmées aux heures de cours, mais il fallait s'organiser, car on appartenait à beaucoup de mouvements en même temps», explique-t-il.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que malgré les divergences politiques, Jules est resté fidèle en amitié. Il garde de bons rapports avec Macky Sall. Mais, que dire des heures passées dans un cimetière au Mali à chercher

la tombe de Feu Toto Diarra ? Très acerbe sur les dysfonctionnements du régime quand il se met dans la posture de l'opposant politique, il n'en reste pas assez affectif avec ses amis, notamment la fameuse «bande à Sandrine» avec qui il a partagé plein de choses.

Pour la petite histoire, ils étaient quatre copains, « Macky, Me Leyti Ndiaye, Me Boubacar Koïta et Jules », à vouloir draguer la même fille, Sandrine, une métisse française, en vacances au Sénégal... Même étant PM, il a tenu à participer à une rencontre de retrouvailles au Terrou-Bi, avec les camarades de la G88...

En 12 ans, il a gravi tous les échelons sous l'ombre d'Abdoulaye Wade, son père spirituel en politique. Il a quasiment occupé tous les postes jusqu'à celui de Premier ministre. Aujourd'hui, Jules n'a qu'une seule ambition : «Remplacer Macky Sall en 2019 ou en 2024». Pourquoi pas ? ●



LA FAMEUSE SANDRINE

Qui aurait parié un sou que celui qui avait cartouché en Economie avant de faire Droit se retrouverait à ce poste aussi prestigieux que stratégique ? Mais, c'était méconnaître Souleymane

Ndéné Ndiaye qui a du panache à revendre. Militant de la première heure du PDS, alors dans l'opposition, il débarque à l'Université de Dakar, dans un contexte particulier. «A l'Université, les étudiants socialistes étaient de vrais privilégiés. Ils pouvaient avoir la bourse nationale, celle de la Municipalité et la celle du PS, en plus un quota de chambres. Et ce n'était pas évident pour nous...», se rappelle-t-il.

Très tôt piqué par le virus du militantisme d'opposition, alors élève au Lycée Delafosse. «Un ami, Ciré Clédor Ly, m'a fait venir à l'Assemblée générale de l'UNAPES. C'était en 1979. C'est de là que j'ai commencé à sentir en moi le goût du syndicalisme», se

souvient-il. Cependant, même s'il a toujours clamé son appartenance au PDS, Jules estime qu'il a su faire la part des choses. «Jamais, nous n'avions reçu de mot d'ordre du parti nous disant d'aller en grève. J'étais le seul étudiant du PDS, membre du Comité Exécutif de l'Amicale de la Faculté de Droit en même temps que des militants de la gauche comme Elhadji Diouf, Ousseynou Ndiaye...», précise-t-il.

Alors qu'il s'appretait à finir ses études et rejoindre le cabinet de son cousin Maître Guédel Ndiaye, Jules voit l'année 88 déclarée «année blanche». Un gros coup de massue qui tombe sur la tête de toute une génération. «En 1987, il y a eu des émeutes à cause du retard dans le paiement des bourses. Je



**MAME CAFÀ SALL**

Directrice associée H&C Sénégal
 Mamecafa@hcbusiness.com
 www.hcbusiness.com

L'ART DE LA SÉDUCTION POUR LES LEADERS

Devenir un très grand leader, influent, charismatique, un leader que les gens aiment suivre passe d'abord par la prise de conscience sur le fait que le travail à faire sur soi est plus important que le travail à faire. Le principe dit qu'on ne peut pas amener les gens là où nous n'avons pas été. Le charisme d'un leader passe, avant toute chose, par son niveau de percussion. Il doit être tellement bon que les gens s'exclament et disent quand ils le voient faire : *«Waouh ! Qu'est-ce qu'il est impressionnant ! J'ai envie d'être comme lui»*. Le leader doit savoir apporter une différence unique et remarquable au point où ce sera une erreur monumentale de ne pas faire appel à lui ou lui confier des responsabilités. Les plus grands leaders du monde, d'ici et d'ailleurs, ont su travailler cela. Ils ont développé ces qualités extraordinaires qui façonnent les gens ordinaires à devenir influents et attirent les gens vers eux tel un aimant.

Développez votre capacité à ajouter de la valeur aux gens : ils puiseront aux sources de votre richesse et vous serez redevables, c'est la meilleure façon de les séduire durablement.

Il n'y a pas de plus noble occupation au monde que d'aider un autre être humain. Ralph Waldo Emerson disait qu'on s'aide soi-même en aidant les autres. Tous les grands leaders de ce monde en ont fait un sacerdoce. Maintenant, ce n'est pas facile d'être utile ou d'aider une autre personne. Pour le faire, il y a une chose importante à faire d'abord : *«s'oublier soi-même»*.

Pour les grands leaders, le fait d'ajouter de la valeur aux autres est une tâche très importante et occupe une place primordiale dans leur agenda quotidien. Ils ont compris que l'héritage ultime d'un leader est le nombre de leaders qu'il aura fabriqués.

John Maxwell dit que nous avons, tous, tendance à devenir ce que la personne la plus importante dans notre vie croit que nous deviendrons. Pensez à ce qu'il y a de mieux, croyez en ce qu'il y a de mieux et faites ressortir ce qu'il y a de mieux chez les autres. Avoir l'habitude d'encourager les gens vous rend plus attirant mais vous contribuez aussi à leur croissance personnelle.

Etre un bon causeur, comme disait John Maxwell, «les leaders sont de bons communicateurs»

Gilbert Amelio rappelait à qui voulait l'entendre qu'il est absolument essentiel de développer d'excellents dons de communication pour acquérir un leadership efficace. Le leader doit être capable de partager ses connaissances et ses idées afin de transmettre, aux autres, son enthousiasme. Si un leader ne parvient pas à faire comprendre clairement un message et à motiver d'autres personnes à y donner suite, le fait même d'avoir un message à transmettre perd alors toute son importance.

Vous pouvez avoir toutes les bonnes idées du monde mais si vous ne savez pas les communiquer, les transmettre à l'autre, ça sera compliqué d'avoir l'adhésion et l'implication des gens.

Un leader efficace et charismatique, c'est celui qui sait prendre des choses complexes et les rendre toutes simples pour une bonne compréhension de tous. Les messages délivrés par les plus grands respectent trois critères importants :

- Un message simple dans un langage simple ;
- Ne pas parler pour impressionner : quand on délivre un message, notre attention doit être portée sur notre auditoire et non pas sur nous. Nous devons utiliser des mots simples et faire des phrases peu complexes ;
- Ils délivrent aussi un message crédible, ils croient en ce qu'ils disent, ils le vibrent et une fois qu'ils le disent, ils passent à l'action.

La réussite de notre vie de couple, de nos relations personnelles et professionnelles, de notre business, bref de tout ce que nous entreprenons passe par la maîtrise de l'art de communiquer. Et c'est bien normal parce que personne ne veut suivre quelqu'un qui ne sait pas où il veut aller.

Et il n'y a aucun secret, pour maîtriser l'art de communiquer, il faut de la pratique. Si vous voulez être un bon communicateur, efforcez-vous, autant que faire se peut de parler.



Les enfants de Wade

Depuis l'an de grâce 2000 jusqu'à aujourd'hui, les «88tards» ont fait partie de tous les gouvernements de Wade et de Macky. Soit une récompense de leur engagement politique et/ou la promotion d'une compétence technocratique qui se démontre encore jusqu'à nos jours.

A la fin des années 90, avec l'usure du pouvoir socialiste d'Abdou Diouf, beaucoup de jeunes cadres ont misé sur le Pape du Sopi qui leur avait promis de les amener vers l'Alternance. Ainsi, au soir du 19 mars 2000, quand le verdict des urnes consacra la victoire historique de Maître Abdoulaye Wade, nombreux ont été ceux qui pensèrent être arrivés le Grand Soir. Surtout que Wade avait réussi à rassembler autour de son nom et son programme, le Sopi, l'opposition significative, la société civile et une grande partie de la population sénégalaise.



Ainsi, arriva au sommet de l'Etat, en forcing massif, une nouvelle génération de dirigeants, auréolés d'un leadership consacré par les urnes. C'est l'ère des jeunes loups aux dents longues. Parmi les 88tards, il y avait des valeurs montantes comme **Macky Sall, Souleymane Ndéné Ndiaye, Modou Diagne Fada, Aliou Sow, Eva Marie Coll Seck, Innocence NtapNdiaye...**

Wade fera aussi la promotion de valeureux hauts-fonctionnaires de la trempe du duo de choc, **Abdoulaye Baldé – Ibrahima Wade**, pour s'occuper du Secrétariat Général de la Présidence et celui du Gouvernement. Afin de mettre en musique les décisions de ce gouvernement de tous les espoirs et de toutes les attentes. Dans le même sillage, d'autres grands commis de l'Etat seront responsabilisés à des postes stratégiques. **Amadou Ba** à la Direction Génération des Impôts et Domaines (DGID) et **Mouhammadou Makhtar**

Cissé à la Direction Générale des Douanes. La suite de leur carrière aura prouvé que Maître Wade ne s'était pas trompé dans son choix de leur confier la gestion de ces deux régies financières, pourvoyeuses du Budget de l'Etat.

Vers la fin de son mandat et la montée en puissance de la Génération du Concret de son présidentiable de fils, Karim Wade, il y eut des nominations tous azimuts afin de récompenser certaines fidélités et les motiver davantage pour le combat.

C'était sans compter avec la nouvelle force politique, Macky Sall, en rupture de ban et qui avait réussi à cristalliser certains

mécontents du régime Wade et qui est parti à la conquête des suffrages de ses compatriotes. Et au finish, l'inattendu se produisit. Le pouvoir changea de main. Et le banni Macky Sall devient Son Excellence Monsieur le Président de la République du Sénégal. Et aussitôt la montée en grade des amis du premier cercle, certains parmi les «88tards» qui avaient misé sur lui et qui se verront récompensés. A l'image d'**Abdoulaye Daouda Diallo, Mamadou Talla, Souleymane Jules Diop, Amadou Ba, Birima Mangara** au gouvernement. Certains seront dans son Cabinet, ou à l'Assemblée nationale ou encore dans les différentes stations du pouvoir d'Etat.



IBRAHIMA WADE (BOS/ PSE) **Le sacerdoce du service public**

Alors qu'il a eu plusieurs occasions, dans sa riche carrière professionnelle, à repousser des offres alléchantes du Privé, internationale en particulier (Banque Mondiale, FMI, BAD)... Aussi, le fait qu'il ait choisi de devenir fonctionnaire et non arborer la robe d'avocat alors qu'il avait réussi au Certificat d'aptitude à cette profession, Ibrahima Wade peut être considéré comme un vrai «Baye Fall» de l'Etat et de la République. Une manière, pour lui, «de servir la cause du plus grand nombre et celle des faibles».

Avec un pater, Ousmane Wade

Douta, gauchisant, membre fondateur de AJ, une éducation à la dure suivant des règles et principes draconiens, une instruction à l'école où il fallait absolument être parmi les meilleurs, voire LE meilleur, le jeune Ibrahima n'avait aucune autre option que : REUSSIR.

Pour la petite histoire, il raconte une grève menée en 4ème année de Droit, lui et Souleymane Ndéné étant les dirigeants et Djibo Kâ en face comme ministre de l'Education. Et des années après, ils se retrouvent tous au gouvernement...



ABDOULAYE DAOUDA DIALLO

ABDOULAYE DAOUDA DIALLO & MAMADOU TALLA

Les copains du Président

Avec Macky, c'est moins le Président, mais plutôt le copain des bons et mauvais moments, le confident... D'ailleurs, ils font partie des «visiteurs du soir», parmi les plus assidus.

Mamadou Talla, malgré sa faible visibilité gouvernementale, fait partie du premier cercle. Et depuis toujours. N'est-ce pas lui qui a fait les premières présentations avec Marième Faye Sall ? N'est-ce pas le principal

point focal du candidat Macky au niveau de la Diaspora européenne pendant la période des vaches maigres ? Et pour tout ça, le Président ne l'échangera contre personne.

Quant à Abdoulaye Daouda Diallo, le super-flic, le fait d'avoir tout le monde à l'œil lui confère une position de choix dans le dispositif, sans compter le volet politique comme responsable en chef du parti au Fouta, à Podor en particulier.



MAMADOU TALLA



EVA MARIE COLL SECK

«Mme Ebola» assure et rassure

En tant que médecin, elle a porté le combat contre le virus Ebola à un point tel qu'on l'identifiait à cette méchante épidémie. Pourtant, Eva est la gentillesse personnifiée. Et la compétence de surcroît en tant que professeur de Médecine. Militante de gauche engagée dans sa jeunesse, elle a été responsable syndicale du SUTSAS. Ironie de l'histoire, en tant que ministre de tutelle, elle ne cesse de croiser le fer avec ses ex-frères d'armes devant leurs revendications exagérées, sans commune mesure avec les possibilités réelles de financement du secteur par le budget de l'Etat et les contributions des partenaires au développement. Mais ainsi va la vie... Et Eva peut se targuer d'avoir été, à la fois, ministre de Wade et de Macky. Qui parlait de compétence ? ●



AMADOU BA - BIRIMA MANGARA **Le duo des argentiers de l'Etat**

Au début de leur compagnonnage, peu de gens pensaient que le tandem allait fonctionner aussi admirablement. C'est simplement méconnaître qu'ils sont de la même génération des 88tards, devenus de grands commis de l'Etat et qu'ils vouent loyauté et fidélité sans commune mesure à leur mentor, Macky Sall.

Ainsi, les Finances de l'Etat ne s'en sont jamais portées aussi mieux. Plus de 3 000 milliards FCFA pour satisfaire la très forte demande sociale, les dépenses d'investissements, et surtout le financement du Plan Sénégal Emergent. Avec le duo aux commandes de l'Etat, Macky Sall peut encore viser plus haut et plus loin...



SOULEYMANE JULES DIOP **Le rebelle s'est assagi**

Journaliste talentueux, rhéteur hors-pair, polémiste de talent. Il vaut mieux l'avoir avec soi que contre soi. Aimé ou détesté, peu importe, Jules ne laisse personne indifférent. Et c'est son point fort qu'il sait monnayer à merveille. Ancien chouchou d'Idrissa Seck, traqué pendant la période de «desseckisation», il sera obligé de s'exiler entre le Canada et les Etats-Unis, se positionnant ainsi comme l'opposant de conscience le plus perturbateur du Système Wade & Fils. A l'avènement de Macky, il rentre d'exil et sera convié dans l'exercice du pouvoir. Depuis lors, il est devenu tout doux. D'ailleurs, il a troqué ses dreadlocks de combat contre une coiffure, ce qu'il y a de plus conventionnel. Sacré Jules ! ●



YOUSSEU DIALLO

L'idéologue, meneur d'hommes

Evoquez la Génération 88 et le nom de Youssou Diallo est rappelé par tous. Un dirigeant charismatique qui a fini par devenir un haut-fonctionnaire de rang exceptionnel. Nous avons retrouvé ce discret fils d'Imam qui a marqué de son empreinte le mouvement estudiantin.

C'est quelqu'un qui pouvait tenir un discours argumenté, sans notes, pendant 6 heures». Parlant de son idole et ancien Directeur de Cabinet, puis Conseiller spécial, le Premier ministre Souleymane Ndéné Ndiaye décrit Youssou Diallo comme «*le plus grand leader de tous les temps du mouvement étudiant*». Quant à Macky Sall, il dira de lui qu'il faisait partie des «*meilleurs leaders étudiants*». Alliant charisme, détermination et éloquence, le Conseiller technique n°1 du Ministre de l'Agriculture a marqué la Génération 88.

D'ailleurs, il a été choisi, à l'unanimité, pour présider l'AG constitutive de l'association G88. «*Définissant la G88, j'ai dit que c'est tous les dirigeants du mouvement étudiant post 68tards. Ou plus précisément, tous les mouvements nés après la grande grève de 77 qui avait vu l'exclusion de 45 étudiants, dont un certain Madické Niang qui a fini ses études en Côte d'Ivoire*», rappelle celui qui a été Conseiller technique en Décentralisation du Président Wade qui traitait l'essentiel du courrier politique.

Acteur majeur du processus de réorganisation du mouvement estudiantin, il était toujours au four et au moulin. «*Il m'arrivait de faire 7 réunions par jour, surtout la nuit et on*

dormait le matin. J'allais rarement aux cours. Je ne peux même pas expliquer comment on faisait pour allier tout cela. Des amis et sympathisants nous passaient les cours. Je pense que nous n'étions pas du tout ordinaires», se remémore-t-il.

Très tôt piqué par le virus du militantisme, Youssou intègre les jeunes communistes et lit tous les classiques du Marxisme. «*Je suis de Saint Louis, ville très politisée à l'époque. Je tenais des discours très engagés en français dès la classe de 3ème. On m'avait inculqué le sens de l'engagement. Lors de la grève de 1977, j'étais à la tête des élèves du Lycée Faïdherbe qui soutenaient les étudiants exclus. C'était chaud, un étudiant avait même été tué...*», se souvient-il.

Premier de son jury au Bac, il est sélectionné pour les bourses FAC pour faire Biologie ou Maths Sup en France. Mais, il préfère rester au Sénégal. «*Quand on venait à l'Université, toutes les libertés étaient suspendues du fait de la grève de 1977, avec la suppression de toutes les unions nationales, de leur présence dans les instances de décision... On s'est battu pour la levée de ce statut et on a recommencé à siéger à l'Assemblée des facultés. Je représentais les étudiants de Droit et Sciences Eco. J'ai été fondateur du Conseil de la Commission sociale... Lors de la grève de 84, le spectre de l'année blanche apparaissait. J'ai soutenu le principe de la session unique en octobre et tout sauf l'année blanche...*», se souvient-il, avec beaucoup de fierté.

L'engagement de Youssou dépasse le milieu estudiantin et a secoué, en haut lieu. Ainsi, Abdou Diouf ou Jean Colin a saisi son père, El Hadj Oumar Diallo, alors Imam Ratib de Saint-Louis, pour tenter de calmer ses ardeurs. Sans suite, bien entendu... «*Mon père m'a dit, un jour, de ne jamais trahir mes camarades. Quand il fallait défendre une position, on était prêt à descendre dans la rue...*», rappelle-t-il.

Et le reste, une question de destin. Après la grève de 84, ce gauchiste pur et dur se retrouve à l'ENAM, la plus grande école d'administration afin de devenir un grand commis de l'Etat. «*Comme on nous savait brillant, ça ne surprenait pas*», reconnaît-il.

«*Le leadership, c'est l'éducation dans des valeurs comme l'intégrité morale, la rigueur intellectuelle, le sens de l'honneur. Et surtout la maîtrise acquise par le militantisme. On était bien formés à l'époque, on lisait beaucoup, on savait de quoi on parlait*», argue celui qui a occupé presque tous les postes dans la haute administration. Sauf celui de ministre... Encore, une question de destin ? ●



RENAULT
Passion for life

Renault KADJAR

Vivez plus fort



[f renault.sn](https://www.renault.sn)

 **CAETANO FORMULA**
GRUPE SALVADOR CAETANO

Importateur Officiel
Km 4,5 Bld du Centenaire de la Commune de Dakar
+221 33 849 31 31

Le groupe Sonatel peut être satisfait de ses 4 axes stratégiques



Sonatel a présenté, le 27 avril, son Rapport annuel de Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE). Ensuite, la Sonatel a procédé à des signatures de conventions de partenariats avec l'ADEPME, et l'USAID, le tout entrecoupé de moments musicaux avec la talentueuse artiste Coumba Gawlo Seck.

Un soutien renforcé aux incubateurs

Le groupe Sonatel a aussi organisé ou aidé à déployer des challenges de type Hackaton, Code Camp ou Orange API SMS... dont l'objectif principal est l'accompagnement financier et technique de porteurs de projets numériques pour leur donner l'opportunité de créer de la valeur pour l'écosystème et pour eux-mêmes, afin de pérenniser leurs entreprises.

L'annonce la plus forte a été l'accord de partenariat signé avec le Ministère de l'Education Nationale. Une Convention Internet scolaire gratuit d'un budget de 10 milliards FCFA à l'horizon 2018 pour favoriser l'introduction des TIC chez les élèves. Cette action entre dans le cadre de la lutte en faveur du bien-être communautaire, un des 4 volets de la stratégie RSE de Sonatel. Les trois autres étant la croissance et le développement économique, la préservation de l'environnement et la bonne gouvernance.

Encore plus de Bien-être

Concernant toujours le Bien-être communautaire, la Fondation Sonatel a, dans le domaine de la santé, mobilisé des bourses d'excellence de spécialisation médicale d'un montant de 256 millions FCFA au profit de médecins sénégalais, en réponse à une préoccupation majeure du ministère de la Santé et de l'Action sociale : contribuer à l'augmentation du nombre de spécialistes et à leur meilleure répartition sur le territoire national.

De même, la Fondation Sonatel œuvre quotidiennement pour le bien-être des populations à travers le relèvement du plateau médical : des bus pour les centres d'enfants handicapés, des ambulances médicalisées pour les régions les plus

reculées, des équipements de pointe dont une IRM à l'hôpital de Fann et un scanner numérique à l'hôpital de Ziguinchor. En 2015 enfin, la Fondation a organisé des consultations médicales gratuites au profit de 1 898 personnes âgées en collaboration avec les Districts sanitaires de Thiès, Saint-Louis et Mékhé.

Sur le volet Croissance et Développement économique, Sonatel a soutenu l'essor du secteur. Il s'agit de favoriser l'émergence d'un écosystème créatif et prospère qui donne aux acteurs de l'économie, du domaine numérique aux entrepreneurs sociaux, la possibilité d'imaginer des moyens de créer et de prospérer.

«Dans sa mission de participer à l'émergence du numérique au Sénégal, le groupe Sonatel œuvre quotidiennement pour la promotion de PME évoluant dans le domaine des Tic. Ainsi, Sonatel a participé, dès le départ, à la création du CTIC Dakar, 1er incubateur TIC du Sénégal et d'Afrique Francophone, et y a investi 250 millions FCFA depuis son lancement en avril 2011», a annoncé M. Alioune Ndiaye, Directeur Général du Groupe Sonatel.

Depuis lors, Sonatel accompagne le CTIC dans sa mission de faire émerger des PME des TIC d'envergure internationale et de contribuer à la construction du meilleur écosystème numérique d'Afrique de l'Ouest.

S'agissant de la promotion de l'emploi des jeunes, un budget de 100 millions FCFA par an est mis à la disposition de l'Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ) visant à mettre à disposition des postes de stage d'adaptation et d'apprentissage et à connecter gratuitement les pôles emploi destinés aux jeunes.

Par ailleurs, dans le cadre de son engagement pour l'équité Homme-Femme, les hommes membres du Comité de Direction ont adopté la démarche HeForShe initiée par l'ONU Femmes. De même, Sonatel a réalisé le premier Dialogue dédié aux femmes, dont l'objectif était de mieux comprendre les enjeux socio-économiques auxquels sont confrontés les femmes et d'identifier les solutions télécoms qui répondent le mieux aux besoins exprimés. Des offres spécifiques ont été mises en place à l'issue de ce dialogue sur la base des enjeux prioritaires en découlant.

Aussi, la 1ère édition du Prix de l'Entrepreneuriat Numérique Féminin (PENF), lancée en septembre 2015, en est une illustration. L'objectif est de récompenser les 3 meilleures startups sénégalaises dirigées par des femmes et évoluant dans le domaine des TIC ou utilisant les TIC comme outil principal



dans leur activité. Les trois premières lauréates ont été fêtées et récompensées en novembre 2015.

En 2015, après un Dialogue M Agri initié avec les acteurs de l'écosystème agricole, Sonatel a apporté sa contribution au développement d'un des piliers de l'économie nationale : l'agriculture, axe majeur du Plan Sénégal Émergent.

En réponse à cette orientation, Sonatel soutient l'initiative d'une startup locale, lauréate du Prix Orange de l'Entrepreneur Social en Afrique (POESA, édition 2014) et l'API Challenge, pour le déploiement d'une offre mobile Agri.

mLouma est une application mobile accessible au #112# permettant non seulement de disposer des prix des denrées et des produits sur les différents marchés (loumas) du Sénégal, mais aussi de mettre en relation facilement et de manière sécurisée, producteurs et acheteurs.

Préserver davantage l'environnement

Sonatel s'est illustrée également en 2015 dans le domaine de la préservation de l'environnement. Son action se traduit par la mise en place d'un système de management Qualité, Sécurité et Environnement. Elle vise l'identification, le contrôle et l'amélioration des impacts environnementaux de ses activités.

L'entreprise accompagne aussi de nombreuses initiatives publiques et privées, en faveur de la préservation de l'environnement et de l'assainissement du cadre de vie des populations. C'est le cas du partenariat novateur avec le ministère de l'Environnement pour la mesure de la qualité de l'air, le projet de nettoyage et de reboisement des communes, «*And déffar sunu gox*», en partenariat avec les mairies et le Ministère de la Gouvernance Locale et de l'Aménagement du Territoire, la campagne de collecte de Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ou encore les campagnes de sensibilisation interne telles que les «*gestes verts*» et les «*e-cleaning days*».

Promouvoir la Bonne Gouvernance

Dans cette démarche, Sonatel a mené nombre de combats visant à promouvoir la transparence et la bonne gestion.

L'engagement citoyen de Sonatel est fondé sur des principes moraux avec la mise en place d'un Comité RSE, Ethique & Compliance : un socle de valeurs fondatrices guide les principes d'action de l'entreprise dans ses rapports avec l'ensemble de ses parties prenantes, mais aussi dans ses process et ses offres de produits et services.

Sonatel se réfère aussi au Code de bonne conduite des Entreprises du

Secteur Privé du Sénégal élaboré par la Coalition du Secteur Privé contre la Corruption (CSPC), dont il est membre, mis en place par le Gouvernement du Sénégal, en relation avec la Banque Mondiale. Une charte de déontologie adoptée par toute l'entreprise rappelle les valeurs, les principes de conduite et de comportements individuels attendus de chaque salarié de l'entreprise.

Autant d'actions menées par le groupe Sonatel, que Baïdy Agne, représentant du Conseil Economique et Environnemental, a saluées. Pour lui, la démarche RSE de Sonatel est un exemple à suivre pour les autres entreprises. «*Dans la prise en charge des difficultés des populations, dans l'assistance que vous leur apportez et dans la compréhension que vous avez des enjeux sociaux, Sonatel est un bel exemple pour les entreprises*», a-t-il souligné.

Auparavant, l'artiste Coumba Gawlo Seck, engagée depuis longtemps dans la lutte contre la pauvreté, a montré sa disponibilité à soutenir les actions de mécénat de Sonatel tout en rappelant les nombreuses causes qu'elle défend notamment en faveur de l'éducation des filles au Sénégal, au Burundi ou au Niger.

Au total, Sonatel, opérateur leader au Sénégal, est en train de réussir son pari. Mettre son dynamisme et sa richesse au service des causes sociales du pays. Elle peut être fière de ses actions menées au niveau des quatre axes que sont : la Croissance et le Développement économique, la Préservation de l'Environnement, la Bonne Gouvernance et le Bien-être. C'est fort des succès obtenus que le Groupe Sonatel entend poursuivre ses efforts dans le cadre de sa Politique RSE en annonçant déjà d'aller vers plus d'engagement pour soutenir le Plan Sénégal Émergent (PSE).



OUMY BAR

Les amazones de Claudel

Comme si elles prônaient la parité avant l'heure, les amazones de Claudel ont marqué leur passage dans la G88. Retour sur un contexte exceptionnel.

Il y en avait des étudiantes très combattives mais aussi brillantes. Parmi elles, Oumy Bar, aujourd'hui Senior Manager à UBA. Décrite comme une étudiante, jadis bouillante, devenue aujourd'hui douce comme une agnelle. Mais, il suffit de la titiller sur ces moments exaltants pour qu'elle se lâche. «Un contexte socioéconomiques difficile marqué par un désengagement multisectoriel de l'Etat, sous la dictée des institutions de Breton Wood avec leur fameux plans d'ajustements structurels, a fait germer en nous la conscience de notre responsabilité active à l'égard des générations présentes et futures» avance-t-elle.

Elle poursuit en précisant que «nous

avons joué une part active dans tous les combats et sur tous les fronts. Ainsi, nous avons lutté pour le libre accès de nos frères étudiants à la Cité Aline Sitoe Diatta avec l'accueil des Jambaars en notre sein. Nous nous sommes aussi engagées pour l'émergence d'un leadership féminin fort et avisé sur les défis des questions de genre. A cet égard, nous avons initié la célébration de la Journée du 8 Mars dans la cite Aline Sitoe Diatta, sous la houlette de nos aînées Marie Angélique Savané, Eva Marie Coll Seck, Fatou Sow, Penda Mbow...»

Avec le recul et la maturité, Oumy se demande comment elle et ses camarades **Mbenda, Minata, Aida Sylla, Kadeja Sabaly, Ndéye Khady Mbodj, Fatou Sidibé Gueye,**

Nafi Mbodji ...ont pu allier engagement syndical et politique en même temps que leurs études, qu'elles ont, d'ailleurs, toutes réussies... «*Mais, nous avons compris très tôt que nous ne pourrions contribuer au progrès économique et social de notre pays qu'à travers la promotion et le développement de nos potentialités*», soutient-elle.

Parmi ces amazones, nous avons retrouvé Minata Dia. Aujourd'hui basée à Tambacounda où elle dirige la société FORACTION, promotrice des Auberges Saaré Aminata Paaté et du Cabinet CAADAGI spécialisé en Organisation, Stratégies et Entrepreneuriat. Nostalgique, Mme Thiam évoque ce passage très marquant de sa vie. Ancien membre de la CED, de la Commission Sociale, du Conseil d'administration du COUD et de l'Amicale de la Faculté des Sciences Juridiques et Economiques, elle remonte le fil de l'histoire. «*Notre Université était devenue un Centre d'Accueil pour Sénégalais Etudiants, Révoltés, Nociifs pour le pouvoir et Empêcheurs de*



MINATA DIA

tourner en rond (CASERNE). Spécialisée en multiplication des capacités d'accueil. Des amphithéâtres, bondés d'étudiants, contenaient le triple de leur capacité. Nos braves enseignants s'égosillaient, à longueur de journée, pour essayer de faire passer le message. Des campus regorgeant de clandos, des restaurants aux files interminables. Une Université pourvoyeuse de Cartouchards et de Maitrisards chômeurs. Tu ne réussis pas aux examens 2 fois de suite, tu es cartouchard. Tu réussis, mais tu finis maitrisard chômeur. Aucune autre issue n'était possible. Face à une telle situation, la seule alternative était lutter pour changer le système, transformer ce cercle vicieux générateur d'éternels frustrés en un cercle vertueux garant d'une paix sociale, pourvoyeur de justice et d'équité. Face à nos revendications justes et légitimes, pour de meilleures conditions de vie et de travail, la seule réponse était le bâton (grenades lacrymogènes, prison, bastonnades, fermeture de cités, violation des franchises universitaires...). La tension était à son paroxysme. Toute notre vie d'étudiants se résumait à des grèves truffées de sit-in, d'assemblées générales, de réunions nocturnes, de marches et de toutes autres formes de mobilisation pour la cause», se remé-

more-t-elle, avec toute la fierté de la combattante qui n'a jamais failli.

Le temps ayant fait ses effets, nos amazones d'hier se sont assagies, ont fondé famille et réussi professionnellement. Elles reconnaissent ce que ce militantisme engagé a fait d'elles dans leur vie professionnelle. « Je suis actuellement à UBA, un groupe bancaire où la résilience est une valeur sacrée à laquelle ma carrière estudiantine me prédispose », argue Mme Bar. Comme si elle saisissait la balle au rebond, Minata rend hommage aux **professeurs Sémou Pathé Guèye, Maguette Thiam, Amady Aly Dieng, Boubou Diop, Moustapha Kassé**, les féministes **Penda Mbow, Fatoumata Sow, Fatou Sow, Mimi Touré, Marie Angélique Savané...** « Leur soutien était, pour nous, une source intarissable de courage. Nous avons eu la chance d'être encadrés dans les amphis et en dehors et ce coaching a été un élément déterminant dans ce que nous sommes devenues », salue-t-elle.



KHADY DIOP MBODJI

«J'ai perdu mon père alors que j'étais en prison...»

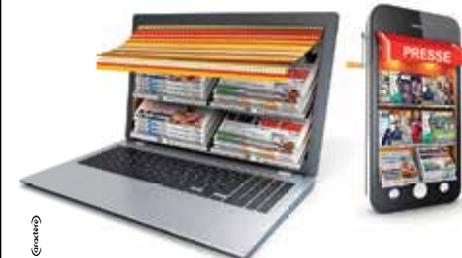
Mme Khady Diop Mbodji, Directrice de l'Enseignement Élémentaire, revient sur sa part d'histoire dans le mouvement étudiant.

«Mon militantisme a commencé quelques mois après ma venue à l'Université. A l'époque, les conditions de vie étaient très difficiles au campus. Peu d'étudiants étaient boursiers ou avaient une chambre. On vivait à 3 ou 4 par chambre avec le phénomène des «clandos». A Claudel, il y avait des chambres, appelées «Accueil», qui pouvaient contenir jusqu'à 15 lits. Nous y étions entassés comme dans un poulailler...

Entre autres souvenirs, il y a le décès de mon père alors que j'étais en prison, suite à une marche pacifique organisée par la CED. Les camarades, ne sachant pas comment m'annoncer la nouvelle, se mettaient à pleurer dès qu'ils venaient me rendre visite ; au moment où les autres exerçaient une pression terrible, m'a-t-on raconté plus tard, pour me faire libérer. C'est après ma libération que j'ai été informée...

Ensuite, la grève de la faim que j'ai initiée, pendant qu'on était arrêtés, pour protester contre les mauvaises conditions de nos camarades hommes, détenus dans le «violon», à côté des bandits. J'ai demandé à la camarade Bity Ba (Conseillère pédagogique), avec qui j'étais, d'observer une grève de la faim tant qu'on ne les aura pas sortis et mis à nos côtés, dans des conditions décentes. Les camarades ont poussé le Recteur Souleymane Niang à venir nous voir, à minuit. Malgré les engagements pris qui ont fait céder les camarades, j'ai refusé d'arrêter la grève, pour manifester mon mécontentement et ma désolation.

Enfin, je retiens le niveau élevé des débats lors des mobilisations. Cette tranche de vie nous a inculqué l'esprit de sacrifice, l'abnégation et le refus de l'injustice. Ces luttes nous ont données la fibre du leadership et de la responsabilité. Notre engagement n'a jamais compromis nos ambitions de réussite. Au contraire, c'est l'ambition de réussir qui expliquait plutôt nos luttes...».



Sen Kiosk

Désormais, votre journal **RÉUSSIR** accessible en digital !



Rendez-vous sur www.senkiosk.com

RÉUSSIR Le magazine du business -





TALLA SYLLA

Le ventre mou

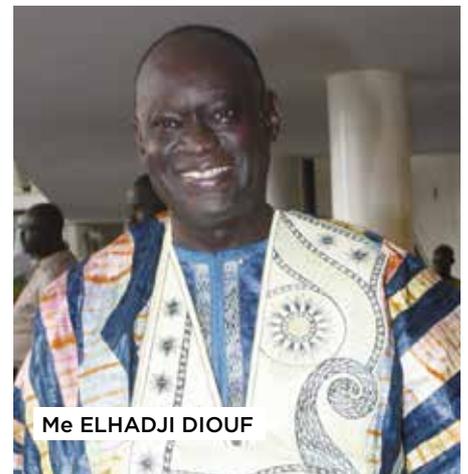
S'il y a deux secteurs de la vie publique où les «88tards» ne font pas trop légion, c'est bien à l'Assemblée nationale et dans les collectivités locales qui restent des bastions de la vieille garde.

À l'Assemblée, ils sont juste un petit quinté sur 150 députés... Une goutte d'eau dans la mer. N'est-ce pas une faiblesse, au plan conceptuel et intellectuel, qui a poussé **Me El Hadj Diouf**, leader historique du mouvement étudiant, autoproclamé «député du peuple», à parler de «législature la plus nulle de l'histoire politique du Sénégal». Certes, Me El Hadji Diouf est toujours excessif dans ses jugements mais au moins, une chose est sûre, les débats ne

volent pas au-dessus des cimes. A part lui, on reconnaît les deux présidents de groupe parlementaire, **Moustapha Diakhaté** (majorité, APR) et **Modou Diagne Fada** (opposition, PDS, jusqu'à quand ?). Ils ont en commun d'avoir été les chevaux de Troie de Maître Wade pour infiltrer le mouvement étudiant, jadis gauchiste, et en faire une forteresse libérale, entre 1988 et 2000. Parmi leurs lieutenants d'alors, **Samba Bathily**, un fidèle d'Idrissa Seck et député de son parti, Rewmi. On pourrait y ajouter son compère **Cheikh Tidiane Diouf**, de la même génération, plus proche de Macky.



ALIOU SALL



Me ELHADJI DIOUF



MAMADOU DIAGNE FADA

Il faut, bien entendu, évoquer **Hawa Dia Thiam**, une amazone de Claudel, qui a eu ses heures de gloire en tant que dirigeant des jeunesses de And-Jëf, de même que **Cathy Cissé Wone**, une militante de gauche qui a évolué, par la suite, dans la société civile.

Au niveau de la Direction des collectivités locales, il faut noter que **Talla Sylla**, dirigeant historique de la grève de 1988, est maire de Thiès. Son ex-lieutenant, **Moussa**

Tine, fut son remplaçant à l'Assemblée. Ensuite, il créa son parti, puis se rapprocha de Khalifa Sall, maire de Dakar, qui en fit le DG de l'Entente CADAK-CAR, chargée de la gestion des ordures dans la capitale. Enfin, **Aliou Sall**, frère du Président, non moins ancien militant de choc de AJ, actuel maire apériste de Guédiawaye, président de l'Association des maires du Sénégal (AMS). Ou encore **Abdoulaye Baldé**, maire de Ziguinchor...●

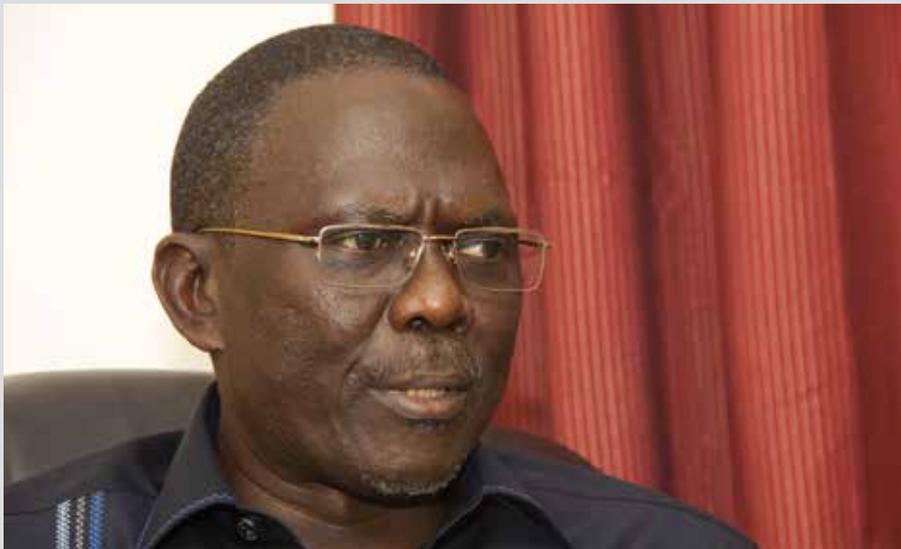
Diriger une grève en classe de CMI, à l'école primaire, il faut bien s'appeler Moustapha Diakhaté pour le faire. C'était à Taïf, dans son Baol natal. D'ailleurs, dès 1976, il est enrôlé dans les rangs du RND de Cheikh Anta Diop et il vendait les journaux du parti, Siggii, puis Taxaw. Un engagement qui le suit à Gossas pour ses études secondaires. Ensuite, il fit une petite relâche au lycée Blaise Diagne. Mais, en 1987, après la mort de son premier mentor et son entrée à l'Université, il intègre le mouvement étudiant et le PDS de Maître Wade. Et là, il y fera feu et flammes dans la lutte acharnée contre le pouvoir de Diouf.

On croyait que l'arrivée de Wade au Palais calmerait ses ardeurs contestataires, mais c'est sans compter avec son tempérament impulsif contre toutes les injustices. Recruté à la BCEAO en 1997, il s'y illustra comme le premier à y organiser une grève mémorable. Conduisant à son licenciement sans aucune forme de procès...

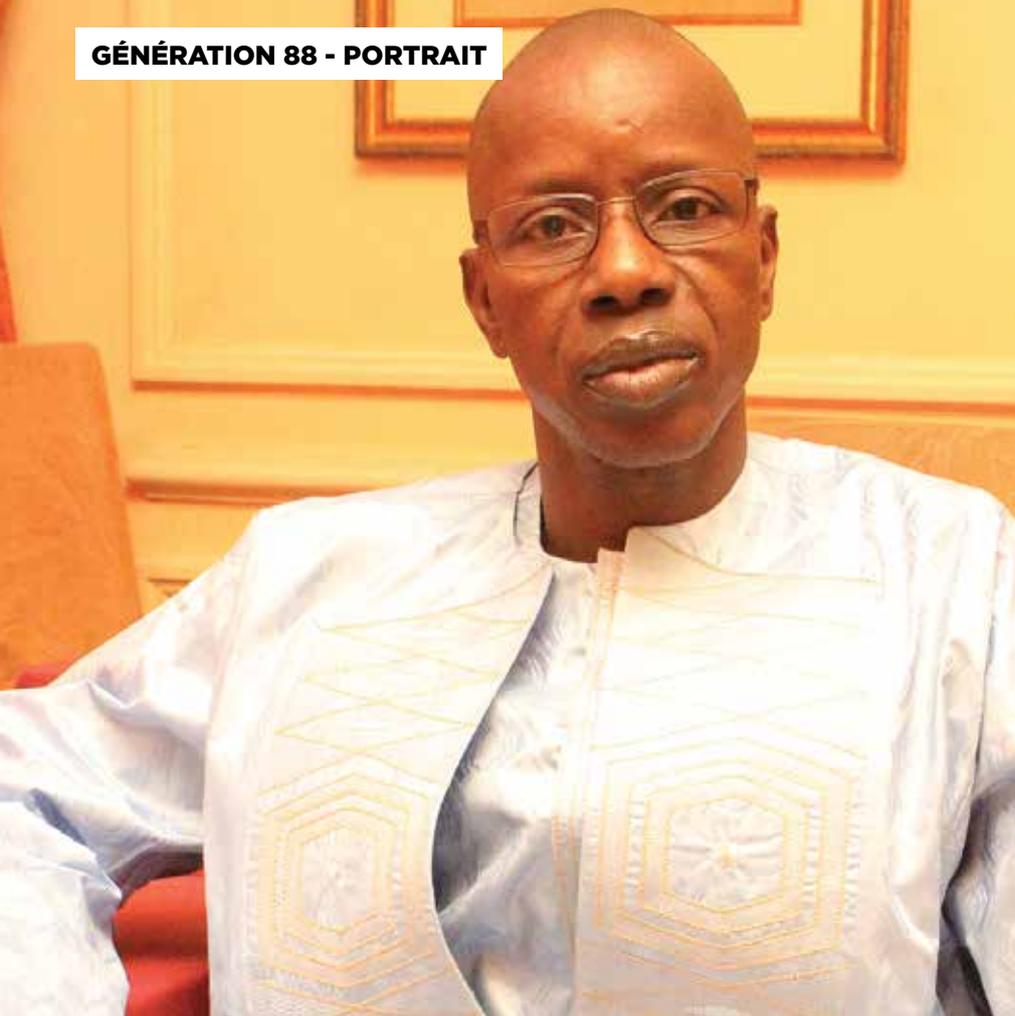
Dès 2001, il mit sur pieds l'association Waccoc Alternance afin de jouer son rôle de vigie et d'alerte sur les dérives naissantes du régime de Wade. Mais il ne sera pas entendu. Au bout du compte, il rompit les amarres, resta dans son petit coin jusqu'à ce que Macky Sall lança l'APR pour s'engager à ses côtés.

Président du groupe parlementaire de la majorité, il n'en reste pas moins un homme libre qui dit ce qu'il pense, quelquefois même contre son camp. La preuve, il se définit comme «*un compagnon de route et non un collaborateur du Président*». N'empêche, il précise, «*Ma liberté d'expression a des limites du moment que j'ai accès au Président qui écoute mes critiques et propositions. Quand il est convaincu d'une idée, il n'hésite pas à se l'approprier, à le traduire en une instruction pour exécution immédiate et c'est son mérite...*».

MOUSTAPHA DIAKHATE L'OPPOSITION À SA MAJESTÉ !



Contestataire- né, Moustapha Diakhaté ne pouvait se mouvoir qu'au Parlement où, de sa voie forte, il ne cesse de tonner contre tous les dysfonctionnements.



MAMADOU OUMAR BOCOUM

Le chou chou de la G88

A chaque groupe son histoire et son icône. Mamadou Oumar Bocoum est sans nul doute celle de la Génération 88.

Il n'est pas connu du grand public, mais il est un des plus doués de sa génération. Téléphone toujours collé à l'oreille, petite corpulence, très mobile, Mamadou Oumar Bocoum est difficile à saisir. Et non sans raison. Il fait partie de ceux qui ont marqué la Génération 88. Même s'il a rejoint Dakar et Colobane à l'âge de 6 mois, Bocoum a gardé un lien étroit avec son village de Kanel. C'est d'ailleurs là-bas qu'il a été contaminé par le virus du militantisme. *«En y allant pendant les vacances, j'ai vécu*

au quotidien les difficultés du monde rural. Je voyais les mamans aller chercher de l'eau à près de 5 km, portant des seaux sur la tête. Dans une certaine mesure, ça m'a révolté», explique l'actuel Agent Comptable des Grands travaux de l'Etat.

D'ailleurs, pour contribuer au développement économique et social de son terroir natal, il a mis sur pieds le mouvement «*Kanel Emergent*» en droite ligne du PSE national. *«La toute première initiative de ce type»,* précise-t-il

Le militantisme grandissant, Bocoum

commença à lire les classiques de Marx, Lénine, Mao... *«A 17 ans déjà, je commençais à militer dans les mouvements révolutionnaires, à And-Jéf. Nous étions inspirés par des figures comme Kwamé Krumah, Lumumba... Notre première revendication, en 1988, c'était les bourses pour tous les étudiants et un emploi pour chaque diplômé...»,* précise-t-il.

En fait, Bocoum est intarissable quand il s'agit d'évoquer leur génération. *«Notre seule viatique, c'est qu'il fallait être Rouge et Expert. Nous étions non seulement très engagés, mais aussi très doués. D'ailleurs, le Professeur Iba Der Thiam a avoué que c'était la meilleure génération de syndicalistes qu'il ait jamais rencontrée...»,* reconnaît-il.

Panafricaniste convaincu, il garde les meilleures relations avec la plupart des responsables du mouvement des autres nationalités africaines. Une suite logique de son engagement dans l'Union des Jeunes africaines Thomas Sankara (UJAS) qu'il a créée et présidée à la suite de l'assassinat du révolutionnaire burkinabè.

Et son parcours ne fait que corroborer ses propos. Homme de confiance de son ami de Président Macky Sall, il est par-dessus tout un professionnel chevronné des finances publiques. Contrôleur du Trésor de 1990 à 1998, il a été Inspecteur principal du Trésor, puis Percepteur de Kaffrine, de Pikine et de Mbour. Dans cette dernière localité, il fait croître les recettes de 150 millions FCFA à +1 milliard, avant de devenir Receveur Percepteur Municipal de Dakar. Là aussi, il fait exploser les recettes de 14 à 25 milliards. Excusez du peu...

Partout où il est passé, Bocoum a abattu un travail colossal qui lui a permis de graver les échelons jusqu'à ce que Macky Sall lui confie le poste stratégique d'Agent Comptable des Grands Travaux de l'Etat.

Ce qui frappe le plus chez cet homme, c'est sa simplicité désarmante et son franc-parler détonant, malgré l'immensité de ses charges. Sa proximité avec le Président et autres leaders politiques du Pouvoir, comme de l'Opposition, ne l'empêche pas de rester un homme très libre, fort de ses convictions de gauche. *«Comme ça, je peux dire à mes amis ce que je pense, sans considérations partisans»,* argue-t-il.

L'ancien président de l'Amicale des Inspecteurs du Trésor vit très bien cet état d'esprit libre auquel il tient tant, telle la prune de ses yeux. Invité à parler de cet ami et compagnon de route, Amadou Bâ a décrit Bocoum comme *«un Inspecteur chevronné, compétent et professionnel jusqu'au bout des ongles...»*. ●

Un partenariat innovant entre Vivo Energy Sénégal, Assistrans et Transvie



L'achat du carburant Shell va bientôt ouvrir de nouveaux avantages aux chauffeurs. C'est ce qui ressort du partenariat conclu entre Vivo Energy Sénégal, Assistrans et Transvie.

Jusque là, les chauffeurs de transport en commun étaient obligés de payer de leurs propres poches pour se soigner ou soigner leurs proches. Mais ce lourd fardeau sera bientôt un vieux souvenir. En effet, le partenariat entre Vivo Energy, Assistrans et Transvie va révolutionner le secteur du transport. «Ce programme innovant permet aux chauffeurs, transporteurs, mareyeurs et à leurs familles de bénéficier d'une couverture maladie gratuite. A chaque fois qu'un usager ayant souscrit à la plateforme effectue une opération d'achat de carburant et d'entretien de son véhicule dans une station via la carte Shell, le plateau médical et les services de la mutuelle TransVie lui sont ouverts. Au total, des milliers de familles vont bénéficier de cette couverture médicale. Cette initiative très innovante a donc un énorme impact social et améliorera

le bien-être des chauffeurs et de leurs proches. Ce partenariat est aussi, pour nous, une manière de contribuer à la sensibilisation sur la sécurité routière. Un conducteur ne doit pas connaître des problèmes de santé», a expliqué M. Franck Konan-Yahaut, Directeur Général de Vivo Energy Sénégal, qui se prononçait à l'occasion de la cérémonie de lancement du produit, tenue à la Gare des Baux Maraichers.

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il s'agit d'un partenariat qui arrive à son heure, si l'on en croit M. Gora Khouma. Selon le Secrétaire Général du Syndicat des Transporteurs routiers du Sénégal, c'est un devoir pour chaque responsable de couvrir sa famille sur le plan médical. «En disposer juste en payant le carburant dans les Stations Shell, c'est une grosse aubaine et les chauffeurs n'attendaient que ça», se réjouit-il.

Abondant dans le même sens, M. Abdou Coumba Diop, PDG de Assistrans, explique que «ce projet permet d'apporter une solution à une préoccupation chère aux acteurs du Transport : la Couverture maladie des chauffeurs pour une prise en charge sanitaire correcte. En effet, même ceux qui ne travaillent plus seront accompagnés jusqu'à une certaine période. Je pense qu'il faut rendre un hommage à Vivo Energy qui nous a

accompagnés depuis le début de ce projet».

Ainsi, la formule est simple. En faisant les opérations quotidiennes d'achat de carburant et d'entretien de leurs véhicules dans les stations Shell, les chauffeurs disposent, en contrepartie, d'une couverture maladie offerte par la mutuelle TransVie. Selon M. Abdou Diagne, son DG, sa structure n'a qu'un seul viatique, c'est d'apporter des réponses aux problèmes des acteurs du Transport. Et selon lui, beaucoup d'autres projets sont en cours d'élaboration.

Avec cette trouvaille, Vivo Energy montre sa volonté de mettre les acteurs dans les meilleures conditions. Selon M. Konan-Yahaut, Vivo Energy va mener une grande campagne de vulgarisation de ce service qui va rénover le secteur. «Nous allons faire le tour des gares routières grâce à une caravane qui sillonnera, pendant un mois, toutes les régions. Cet acte que nous venons de poser confirme notre engagement à contribuer au bien-être des communautés et répondre aux attentes de nos clients qui sont au cœur de nos préoccupations. Nous sommes ravis d'avoir été associés à ce projet qui revêt un grand volet social», a indiqué M. Konan-Yahaut.





AMADOU THIerno GAYE



MOUSSA BALDE

L'Ecole de Dakar

Après l'Université, la plupart des étudiants rejoignaient l'Administration, surtout ceux qui étaient dans les écoles de formation. Les autres, via les concours et autres recrutements, grossissaient les rangs des fonctionnaires. Et les plus méritants ou les plus politiques étaient promus à des postes de responsabilités dans l'appareil d'Etat.

Une anecdote pour mieux comprendre. Alors ministre de la Fonction publique, Souleymane Ndéné Ndiaye, accompagné de son directeur de Cabinet, Youssou Diallo, visitait un service dépendant de son département. Au moment de finir la visite, un agent du service, ne pouvant plus se retenir, leur cria à la figure : « C'est comme ça que vous faites. Hier, à l'Université, vous nous empêchiez d'étudier normalement avec vos grèves à n'en pas finir. Et aujourd'hui, vous venez pour nous diriger encore. Ce n'est pas normal, ce n'est pas juste... ». Et le DC Diallo de lui remonter les bretelles : « Très certainement, vous deviez faire partie des étudiants carriéristes qui ne s'engageaient pour la cause de leurs camarades. Et voilà, vous resterez toujours là, anonymes, toujours dirigés... ». L'exemple le plus pertinent, Youssou Diallo, dirigeant gréviste en chef, mais brillant étudiant qui réussissait toujours à ses examens. Ainsi, finira-t-il à l'ex-ENAM, l'école qui formait la crème de la haute administration, la fameuse « énarchie », appelée à diriger l'Etat et la République. En France comme au Sénégal.



Qu'ils soient des régies financières (Trésor, Douanes, Impôts et Domaines), de la Diplomatie, de l'Inspection du Travail et de la Sécurité sociale ou de la Magistrature, ils sont des générations de hauts-fonctionnaires à avoir appris le sens de l'Etat et du service public dans cette grande école de formation de l'élite républicaine.

Aussi, l'administration sénégalaise est d'extraction sociale, nationale et locale. Peu sont les diplômés des formations étrangères, à moins que ça ne soit pour des spécialisations sur des domaines précis et pointus.

LA CUVÉE DES FINANCIERS

Les meilleurs vous saluent bien...

Avec des sortants de l'Ecole de Dakar comme patrons, il fallait s'attendre à ce que l'Administration et surtout les têtes pensantes du ministère soient des condisciples d'**Amadou Ba** et de **Birima Mangara**. Entre **Cheikh Tidiane Diop** (Secrétaire Général), **Cheikh Tidiane Ba** (DGID), **Daouda Sembène** (Trésor), **Moustapha Ba** (Coopération économique et financière), **Ousmane Guéye** (Douanes), **Pierre Ndiaye** (Planification et politiques économiques), **Antoine Diome** (Agent Judiciaire de l'Etat), **Mamadou Oumar Bocoum** (Agent comptable des grands projets), **Moulaye Ibrahima Touré** (Receveur Municipal), **Babou**



HAROUNA SY

Ngom (Inspection Générale des Finances), **Bassirou Soumaré** (Directeur des Ressources Humaines), **Cheikh Bamba Siby** (Conseiller technique)... Ils sont nombreux en réunion de coordination, à se raconter des bonnes blagues de leur passé étudiant de «88tards» et de leur cursus parallèle de la base au sommet de l'Administration. Partout, et en tout temps, les meilleurs sont toujours récompensés. Bravo !

MINISTRE DE L'INTERIEUR

Les grévistes d'hier dirigent la Police

Par un de ces miracles dont seul le Destin est maître, la plupart des responsables de la Police et de la sécurité du pays sont des «88tards» qui ont eu à braver l'autorité de l'Ordre et de la Loi, en organisant ou participant à des marches interdites. Ainsi, ils se sont faits tabassés comme de vulgaires voyous, certains ont même été en garde à vue dans les commissariats, pour ne pas dire avoir séjourné carrément pendant quelques jours ou semaines à la prison de Rebeuss.

Aujourd'hui, ce sont eux qui commandent la Police. A commencer par le premier flic, **Abdoulaye Daouda Diallo**, les Commissaires **Seydou Yague** (Police Judiciaire), **Mamadou Thiandoum** (OFNAC)... et plus étonnamment, le célébritissime **Harouna Sy**,



CHEIKH AHMETH TIDIANE BA



ANTOINE DIOME

ex-Central de Dakar, qui a eu à diriger les opérations de répression à la fin du régime de Wade qui s'est soldé par une quinzaine de morts. Si on vous dit qu'il était aux avant-postes contre les forces de l'ordre, étant étudiant...

Toujours au ministère de l'Intérieur, il faut y ajouter le Gouverneur **Mare Lo**, le Préfet **Alioune Badara Diop**, le responsable des affaires religieuses, **Moussa Sow** et tant d'autres...

Il faut y ajouter les magistrats à l'image du Procureur de la République, **Bassirou Guéye**, du juge à la Cour des Comptes, **Aliou Niane**, de **Bamba Niang** (CENTIF), etc.

PRIX NOBEL DE LA PAIX 2007

Professeur Amadou Thierno Gaye (ESP/UCAD): Lui, c'est le Sénégalais qui a fait partie de l'équipe de recherche du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) de l'ONU, lauréat du Prix Nobel de la Paix, en même temps que l'ancien vice-président américain, Al Gore. C'était en 2007. Et ceci, sans tambour, ni trompette. Depuis lors, le professeur, sommité mondiale dans son



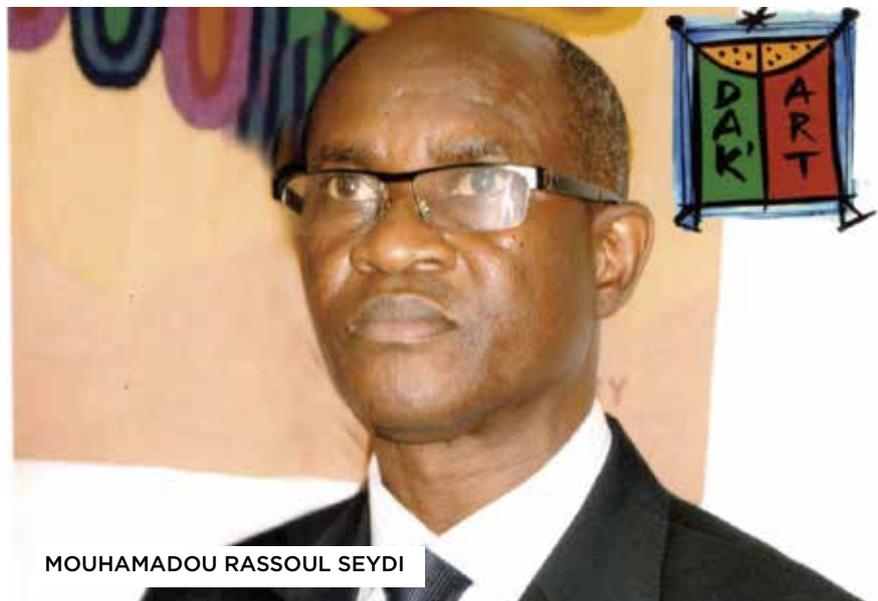
Me BABACAR DIALLO

SOCIETES NATIONALES

Maître Babacar Diallo (SNR):

Même s'il n'est pas bien connu, Me Bouba est un intime de Macky Sall. Il était son 1er adjoint à la Mairie de Fatick en 2009, puis directeur de Cabinet adjoint d'Abdoul Aziz Mbaye quand ils sont arrivés au Palais, pendant 18 mois, avant d'être nommé ministre-directeur de Cabinet politique. Il y restera jusqu'à ce qu'il prenne la tête de la Société Nationale de Recouvrement (SNR). Du pain sur la planche

domaine, est dans son petit coin, continuant ses recherches et dirigeant aussi l'Ecole Supérieure Polytechnique (ESP). Modestie, quand tu nous tiens !



MOUHAMADOU RASSOUL SEYDI



de l'avocat, associé à Me Cheikh Faye, un autre «88tard».

Professeur Moussa Baldé (SODAGRI) : Directeur Général de la SODAGRI, acteur majeur du Programme national d'autosuffisance en riz, opérant en haute Casamance, son terroir d'origine et fief politique. En effet, M. Baldé est Président du Conseil départemental de Kolda, Coordonnateur du Réseau des universitaires républicains. Docteur en Mathématiques appli-



KARIM CISSE

quées, il est maître de conférences et universitaire de renom dans sa spécialité.

DIRECTION NATIONALE

Karim Cissé (Fonction Publique et Sécurité Sociale) : Militant de gauche étant étudiant, il a aujourd'hui blanchi sous le harnais de l'Administration. Et depuis lors, beaucoup d'eau a coulé sous le pont. N'empêche, il reste fortement arc-bouté à ses convictions de justice et de solidarité sociale, en parfait accord avec ses fonctions actuelles. Un «88tard» qui assume son passé et fidèle dans le service public de l'Etat. Un modèle de haut-fonctionnaire à promouvoir...

ET TOUS LES AUTRES...

Il faut citer, entre autres, **Mouhamadou Rassoul Seydi** (Biennale DAK'ART), **Cheikh Oumar Hanne** (COUD), **Ousmane Cissé** (Directeur Mines et Géologie), **Cheikh Al Khalifa Mbengue** (Couverture Maladies Universelle, CMU), **Assane Soumaré** (Caisse Sécurité Sociale), **Dr Marie Sarr** (Programme Lutte contre la Tuberculose), **Abdou Ndoukour Ndao** (Socio-anthropologue), **Prof. Cheikh Tidiane Diouf** (Agrégré de Médecine) ; **Dr Gallo Sow** (Médecin) ; **Dr Idrissa Ba** et **Aïda Sylla** (Psychiatre), **Dr Thierno Ndiaye** (Directeur Hôpital Albert Royer Fann), **Prof Hamady Bocoum** (Directeur IFAN/ UCAD), **Seydi Ababacar Ndiaye** et **Cheikh Sylla** (Syndicalistes)...



CHEIKH TIDIANE DIOP



MOUSSA SOW



SEYDOU TOURE

Nul n'entre ici s'il n'est Rouge et Expert ?

Comment une génération qui a connu une année blanche, une invalidée et un climat estudiantin aussi agité, a-t-elle pu se retrouver aux commandes de l'Etat et de la République ?

La réponse, il ne faut pas la chercher très loin. «Le lien entre 68 et 88, c'est que les leaders étudiants étaient aussi les meilleurs en classe. La Génération de 88, si elle gouverne actuellement, c'est parce que nous avons comme aînés des gens très brillants, qui nous servaient de modèles. On nous appelait la génération sacrifiée. Même si beaucoup ont réussi aujourd'hui, c'est à partir de conditions très difficiles. Il n'y avait rien, ce qui nous permettait de tenir, c'est cette volonté de lutter contre les marionnettes de l'impérialisme», diagnostique Ndiouga Mbenga, professeur d'Histoire à l'UCAD.

Cette vision du militantisme s'expliquait, selon Seydou Touré, parce qu'il fallait être «Rouge et Expert». Représentant des étudiants au Conseil d'administration du COUD pendant 4 ans, le combat était, pour lui, une

école de la démocratie. «On était perméables aux idéologies étrangères marxistes, léninistes, maoïstes entre autres. On nous disait qu'il fallait être Rouge (Révolutionnaire) et Expert (Compétent). On nous apprenait à être de bons dirigeants, à combiner la lutte démocratique à la recherche de connaissances scientifique et technique. La Coordination des Etudiants de Dakar est restée, pendant 5 ans, la seule puissance estudiantine à l'échelle nationale», rappelle celui qui a été Directeur de Cabinet de ministères, ancien de l'ENA de Paris, titulaire d'un Master en Administration publique et en poste depuis 2011 au Port Autonome de Dakar, dans le système de management Qualité, Hygiène et Environnement.

Malgré leur hargne dans la lutte, les membres de G88 faisaient la razzia sur les concours. Une année, au concours d'entrée à l'Ecole Normale Supérieure (ENS), les 4 premiers étaient des leurs, avec comme major

à la sortie, un certain Moussa Sow, ancien Directeur de Cabinet au Ministère du commerce et actuel chargé des questions religieuses et coutumières au ministère de l'Intérieur.

Depuis qu'ils ont partagé, pendant quatre ans, la même chambre au campus, Moussa et Seydou ne se sont jamais quittés. «La chance de la G88, c'est d'avoir été formé idéologiquement. A l'époque, les enseignants, de gauche la plupart, recrutèrent les meilleurs de leurs classes. Ensuite, on vous faisait un renforcement idéologique dès le lycée. On s'est retrouvé à l'Université avec cette tradition de lutte qui s'est sédimentée, au fil des années. L'originalité de la G88, c'est d'avoir mené des combats de rue, des manifestations, des marches qui n'étaient jamais autorisées. Nous en avons beaucoup souffert d'ailleurs, nous en portons les stigmates. On a fait la prison à plusieurs reprises», rappelle M. Sow.

Comment s'est développée cette expertise ? «Nous sommes devenus experts dans le domaine de l'Éducation. Je faisais partie de l'Assemblée de l'Université, où se prenaient de grandes décisions. Nous y allions avec un vrai argumentaire et le pouvoir nous respectait. Un jour, Djibo Kâ, alors Ministre de l'Éducation, nous a dit qu'il n'avait qu'une seule envie, c'était de faire de nous ses conseillers, nous en savions tellement, à ses yeux. Et c'était vrai. Nous avons même participé activement aux Assises sur la revitalisation de l'Enseignement supérieur en 1992, présidées à l'époque par feu Assane Seck. On avait une grande passion pour l'enseignement. Je dispensais même des cours de renforcement, gratuitement», reconnaît M. Sow, ancien professeur de lycée.

Si la Bibliothèque ou les nouveaux pavillons sont sortis de terre, c'est une fierté pour la G88. «Ce sont des combats que nous avons portés et le fait d'avoir appris la politique par la rue nous a beaucoup forgés. Cette G88 a joué un rôle clé dans l'alternance de 2000», indique M. Touré, ancien Secrétaire général des jeunes And Jéf-PADS. ●

TROIS QUESTIONS A...



M. GIOVANNI TAMPIERI

PDG DE TAMPIERI FINANCIAL GROUP

Senhuile fait partie du Groupe Tampieri, pouvez-vous nous faire une présentation de cette société implantée au Sénégal ?

Senhuile opère dans le secteur agricole depuis fin 2012 et sa base se trouve près de Richard Toll, dans la région de Saint-Louis. Elle fait effectivement partie du groupe italien Tampieri qui produit des huiles végétales depuis 1928. Aujourd'hui, l'entreprise a également étendu son activité dans les domaines de l'énergie, du traitement des eaux usées et des solutions biomédicales pour la chirurgie régénérative.

L'objectif de Senhuile est la production agricole pour le marché alimentaire intérieur, en conformité avec les politiques de développement rural du gouvernement sénégalais. La culture du tournesol, qui était prévue pour l'exportation et le raffinage de l'huile végétale, a été mise en suspens. Senhuile participe également au programme sénégalais d'autosuffisance alimentaire et soutient fermement le Programme

d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) qui se concentre sur le rétablissement de la culture du riz. Senhuile est une entreprise responsable. Pour nous, cela signifie donner la priorité au développement des communautés locales où nous menons nos activités, générer un impact social et économique positif.

Quel bilan tirez-vous de vos activités à ce jour et quelles sont vos perspectives ?

Durant ces dernières années, Senhuile a investi beaucoup et est devenue l'un des

premiers opérateurs privés dans le pays. L'entreprise a testé différentes cultures et a décidé, en fonction des rendements, de se concentrer principalement sur le riz, qui donne de bons résultats, et aussi sur le maïs. Aujourd'hui, nous cultivons une superficie de 1 500 hectares, deux fois par an. Nous avons récemment installé 12 nouveaux pivots qui permettront d'améliorer la récolte de maïs pour le marché domestique. Nous avons l'intention de continuer sur cette voie et d'étendre les surfaces cultivées actuellement. Nous comptons aussi accompagner le Sénégal dans sa politique de sécurité alimentaire et de création de richesses.

La RSE occupe une place importante pour Senhuile, comment les communautés environnantes appréhendent-elles vos actions ?

Le département RSE travaille depuis longtemps, avec des résultats importants. En fait, nous avons de très bonnes relations avec les communautés rurales locales dans la région où nous opérons. Conscients de notre engagement et dans le respect des protocoles d'accord signés, nous avons réalisé de nombreuses interventions dans les communautés de Ngnith et Ronkh, qui ont porté principalement sur l'attribution, à des villages, de terres bien préparées pour la culture, ainsi que sur l'école et la santé, l'environnement local, mais aussi sur le soutien d'activités économiques menées par les populations locales. Les employés de Senhuile, le personnel et les fournisseurs, sont tous Sénégalais. Ce qui prouve, une fois de plus, notre engagement pour le développement socio-économique du Sénégal.



Réussir à partir du Sénégal

Même s'ils n'ont pas été formés à l'entrepreneuriat, certains diplômés de l'Université ont pris le chemin des entreprises, se sont formés en interne, ont gravi progressivement les échelons et une minorité est parvenue à des postes de responsabilités. Revue du parcours de quelques réussites...



Il faut dire que le monde de l'Entreprise n'est pas la destination privilégiée des militants de la gauche. D'ailleurs, dans leur formation doctrinale, on leur demandait de se méfier des méfaits de l'Argent. Certes, ils n'allaient pas jusqu'à faire un vœu de pauvreté comme les Abbés mais c'est tout comme... Aussi, ils n'ont pas une relation franche et décomplexée avec le monde du business. A quelques exceptions près...

Mais, ce n'est pas le cas pour la grande majorité des «88tards» qui

n'ont pas été «trop militants», juste le minimum syndical s'il en était besoin. Eux n'ont aucun remord ou clause de conscience pour faire dans l'Entreprise, faire du business et gagner de l'argent. Beaucoup même pour certains. Et tant mieux...

MOCTAR SOURANG De la gauche aux affaires

Militant de gauche très jeune, Moustapha Sourang sera finalement rattrapé par le virus du business qui lui a été inoculé par la famille, depuis toujours...

«J'ai été un des rares dans ma famille à être de gauche alors qu'eux tous étaient socialistes et dans le pouvoir. J'ai milité au RND de Cheikh Anta DIOP, étant contre l'injustice, mais ce n'était pas facile de parler de manière critique de Senghor», se souvient-il. Après 3 mandats, il quitte la tête de l'amicale de la Fac de Droit avec Assane Saada Diop, Laye Diouf... Attaché aux valeurs et principes, lui et ses camarades ont fait l'objet de tentatives de corruption, mais ils ont su résister. «On avait très vite dépassé les clivages politiques. J'aurai pu me faire beaucoup d'argent. Mais il y a des choses que je m'interdis, je tiens beaucoup à l'éthique», confesse-t-il.

Du RND, il rejoint le PLP de Me Mbaye Niang. Mais ses critiques sur la ligne politique provoquent le divorce en même temps que René Lake, Dame Babou... Aujourd'hui, il dirige l'Union Nationale Patriotique (UNP, Opposition).

Alors que nombre d'étudiants intègrent l'Administration après l'Université, lui se lance dans les affaires, étant d'une grande famille d'entrepreneurs. «Quand on travaille pour soi, on est plus libre. J'ai débuté par les PME dans l'import-export. Puis, j'ai dirigé la 1ère industrie de chaussures qui s'appelait MAC Sport. Ce qui m'a permis de comprendre les difficultés de l'environnement des affaires. Ce fut une mauvaise expérience. Puis, j'ai ouvert des boulangeries, j'ai créé beaucoup d'emplois et continue à diversifier mes champs du business tout en restant dans la ligne d'une vision qui considère qu'on peut faire du business, gagner de l'argent avec une finalité sociale» dit-il, avec insistance. Ce qu'il appelle l'économie sociale et solidaire, théorisée par Cheikh Anta Mbacké sous la formule «dërëm ak ngërëm».



TAMBA DANFAKHA

Entrepreneur social

Pour rester fidèle à ses idéaux de gauche, mais gagner quand même de l'argent, il s'est lancé, en 2010, dans l'entrepreneuriat social, à travers le «programme Euréka» de lutte contre la pauvreté. Il vise à créer 5 000 emplois avant fin 2018 à travers la promotion de l'entrepreneuriat auprès des jeunes diplômés et des acteurs de l'informel. Dans ce cadre, Tamba a fondé le Groupe Kombiko, consortium d'entreprises solidaires pour le développement de l'Afrique, dont il est le Président. Il collabore aussi, en qualité de chef de projet, à mettre en œuvre le programme des Domaines agricoles communautaires, initié par le gouvernement.

Dans la même foulée, notamment de la Société civile, il faut citer **Mignane Diouf** (Forum Social Africain), **Aboubackry Mbodj** (RADDHO), **Moussa Mbaye** (ENDA), **Ababacar Diakhaté** (ORCAV Dakar, football navétane)...



SOULEYMANE GAYE

Monsieur G88, c'est lui

Il est tellement simple, serviable et disponible. Il est de toutes les rencontres, à tu et à toi avec tous les membres de l'association Génération 88 qu'il coordonne admirablement. Il l'aurait voulu, il serait parmi les pontes de la République, mais lui préfère travailler dans l'ombre, en coulisses, pour raffermir les liens, assister les nécessiteux, soutenir les membres dans les moments difficiles. Il n'a pas son pareil. Sans son carnet d'adresses, son entregent, son dévouement, il n'y aurait jamais eu ce dossier. Merci mon cher pour ce don de soi pour la Communauté !



ABDOU KARIM FALL

Monsieur Qualité Totale

Comme Sourang, lui tient sa fibre des affaires de ses origines «baol-baol» quand bien même il a été apparatchik de la LD/MPT dont il a rompu les amarres pour créer son propre parti. Comme la plupart des anciens dirigeants étudiants...

Il est Expert Qualité reconnu à l'international, fondateur et manager de l'Institut Supérieur de la Qualité

Totale (ISQT), créé en 2011, 1er institut entièrement spécialisé en Management de la Qualité Totale au Sénégal (et en Afrique de l'ouest, selon ses sources). Il dirige le cabinet Global Management Stratégie (GMS Sarl), créé en 2013, spécialisé dans la Qualité, la Sécurité Santé au Travail, l'Environnement et la gestion de projets.



AMADOU BOUDIA GUEYE



SOUKEYNA NIANG SAKHO



DETHIE AW

BANQUES ET ASSURANCES

Des Top managers bien de chez nous

Ils se nomment **Bocar Sy** (BHS), **Amie Ndiaye Sow** (UBA), **Soukeyna Niang Sakho** (DGA Ecobank), **Déthié Aw** (Amsa Assurances), **Pape Ndiouga Ndiaye** (CNAAS, Assurance agricole), **Amadou Boudia Gueye** (COFINA Sénégal) **Djibril Maguette Mbengue** (Directeur régional, Fonds d'investissements OikoCrédit Sénégal, Gambie, Mauritanie), **Aly Sow** (Directeur de la Coopération avec les

institutions et fonds de garantie de CBAO, groupe Attijariwafa bank)... Ils ont eu à faire une carrière remarquable jusqu'au sommet. Et ils ont surtout en commun d'avoir fait leurs humanités scolaires et universitaires au Sénégal, même si certains ont continué, par ailleurs. Ils prouvent ainsi à leurs cadets qu'on peut bien étudier et réussir au pays. Bravo !

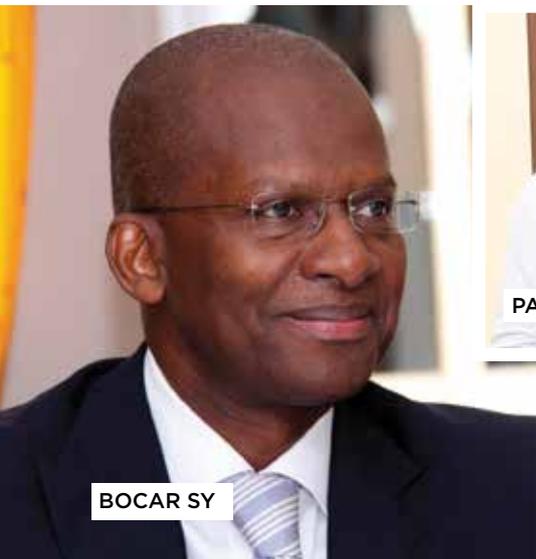


Me DIOR DIAGNE

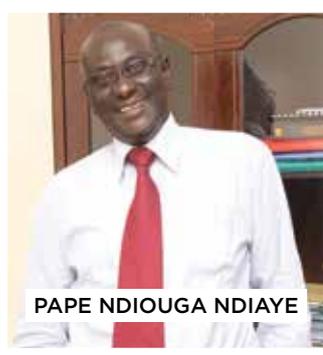
BARREAU

Des ténors d'hier à aujourd'hui

Ils ont été des activistes notoires du mouvement étudiant et le sont restés même au niveau des prétoires. Ils sont restés fidèles à leurs engagements militants, à leur liberté d'expression, d'indignation et de contestation. Leur métier le leur facilite également. C'est le cas de **Maître El Hadji Diouf** (la Star), **Cire Cledor Ly** (le Doyen), **Demba Ciré Bathily** et **Assane Dioma Ndiaye** (Droits-de-l'hommistes), **Hameth Ba** (le Bâtonnier), **Dior Diagne** (la Diva), **Fatima Sall** (la discrète)... Il faut y ajouter la notaire **Tamaro Seydi** (la Princesse), les huissiers de Justice **Gnagna Seck**, **Fatim Fall**, **Joséphine Senghor**...



BOCAR SY



PAPE NDIIOUGA NDIAYE



AMIE NDIAYE SOW



Me CIRE CLEDOR LY



TAMARO SEYDI



THIANE DIAGNE

AUTRES BUSINESS

De la Haute couture à la Consultance

Comme il faut du tout pour faire un monde, on retrouve les «88tards» dans tous les secteurs économiques. A commencer par la Haute Couture avec **Thiané Diagne** alias «Mme Sankara» qu'elle adorait (Jour J) ; l'Agroalimentaire avec **Malick Seck**, ancien DG de Vital (production industrielle du riz de la Vallée) qui est en train de monter sa propre unité de transformation de riz, Nivel Agro-industrie SA. Ils sont nombreux aussi dans la Consultance avec **Babacar Cissé** (Cabinet Access Finance), **Djibril Guéye** (Développement durable et gouvernance participative), **El Hadj Mbaye Guéye** (Management de projet et mobilisation de ressources), **Théodore Monteil** (Agroalimentaire), **Abdou Sané** (Environnement), etc.●



MALICK SECK

CTIC Dakar

Ces entreprises qui innovent

Le « Niokotour », les aventures d'un car rapide en France !



Vous avez entendu parler d'un car rapide en France ? Vous n'avez pas rêvé ils s'agit du « Niokotour »

Depuis le 16 Avril, le car rapide de « Niokobok », site internet qui permet à la diaspora de commander des produits livrés directement aux familles au Sénégal, part à la rencontre de quelques uns des 200 000 sénégalais installés en France. Au gré des aventures du car de nombreuses rencontres ont lieu, parfois insolites ou émouvantes. L'occasion également de promouvoir le patrimoine sénégalais à travers la figure emblématique du car rapide lors d'événements organisés dans les villes traversées (concours de selfies à bord du car, témoignages...).

Après un coup d'envoi lancé à Paris (18ème arrondissement) puis un passage à Angers, le car s'en est allé vers le Havre où il était vivement attendu par ceux qui suivent ses pérégrinations depuis l'énorme buzz créé par le teaser du Niokotour (+ 220 000 vues). Un road trip du car sénégalais qui prendra fin le 2 Mai. Une belle façon de faire découvrir les produits et services de ce social business à succès accompagné depuis bientôt 3 ans par CTIC Dakar et de recueillir les attentes et impressions des usagers de la plateforme.

Si vous aussi vous voulez suivre le Niokotour rejoignez la Niokoteam sur les réseaux sociaux.



Retrouvez « Niokobok » sur Facebook / Youtube / Twitter

www.cticdakar.com



Eux aussi en font partie...

On les appelle le 4ème Pouvoir. Ce qui n'est pas trop usurpé tellement ils pèsent en influence dans le destin du pays. Depuis Wade qui a toujours été fasciné par les médias, les journalistes ont pris du galon et occupent de plus en plus des positions stratégiques dans les institutions publiques et dans le secteur privé.

P Parmi les hommes de médias, le militant étudiant qui est resté partisan, c'est **Racine Talla**, ancien gauchisant devenu libéral social, si l'on peut dire ainsi. En même temps que son mentor, Macky Sall. Maire de la commune de Wakhinane Nimzatt, le DG de la RTS est un

membre-clé du dispositif de communication de l'Etat-Macky. Ou **Cheikh Thiam** (Le Soleil), **Thierno Birahim Fall** (APS), **Bara Ndiaye** (Maison de la Presse). Comme le fut **Abou Abel Thiam**, l'autre fidèle du Président, promu Président du Conseil de régulation de l'ARTP. Que dire alors de la galaxie de journalistes et autres communicants, officiant au Palais et au Gouvernement (**El Hadj Kassé**, **Abdou Latif Coulibaly**, **Mamadou**

Thiam, **Yakham Mbaye**, **Souleymane Jules Diop**). Sans compter les amis personnels de Macky comme **Alioune Fall**, **Madiambal Diagne**, **Babacar Touré**...

Il ne faut point occulter les valeurs sûres du Secteur privé que sont **Mamoudou Ibra Kane** et **Alassane Samba Diop** (GFM), **Mamoudou Wane** (EnQuête), **Thierno Talla** (L'AS), **Massamba Mbaye** (D Média) et last but not least, **BDW** (REUSSIR)...



MADIAMBAL DIAGNE



IBRAHIMA SOW

DIASPORA

Formés ici, officiant ailleurs

Ils ont la chance d'avoir commencé leur cursus universitaire à Dakar mais à cause de l'année blanche et autres vicissitudes, ils ont choisi de partir à l'étranger. Certains pour continuer leurs études, d'autres pour aller faire autre chose...

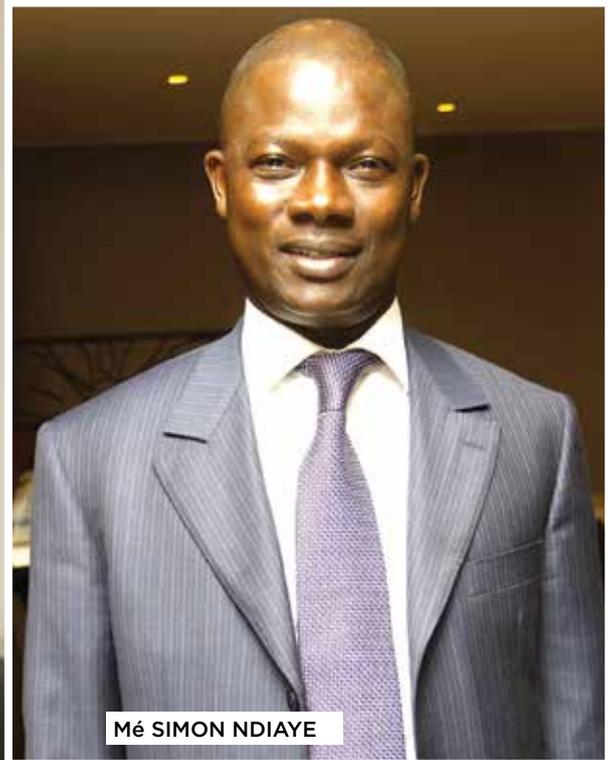
L'exemple le plus remarquable, c'est **Simon Ndiaye**, avocat au barreau de Paris, premier Africain *named partner*, associé du cabinet HMN (N comme Ndiaye), ayant pignon sur rue dans le huppé 16ème arrondissement. Une notoriété dans son domaine, régulièrement primé parmi les meilleurs, au rang mondial. Si on vous dit que Simon est tellement modeste, comprenez qu'il a failli devenir abbé...

L'autre journaliste, dont on a souvent parlé dans ce dossier, **Assane Saada Diop**, a été un leader actif du mouvement étudiant et a été le 1er président de G88. Il écrivait à Wal Fadjri et maintenant il est basé à Paris.

La plupart des anciens activistes étudiants sont restés dans la mouvance de la mobilisation sociale et restés proches des préoccupations de leurs compatriotes émigrés. C'est le cas d'**Ibrahima Sow** (Président de l'Association des Sénégalais d'Amérique, ASA, New York), **Karfa Sira Diallo** (Président de l'association Mémoires et partages, anti-esclavagiste, Bordeaux), **Mamadou Agne** et **Madiop Ndiaye** (Sénégalais d'Espagne), **Biram Diallo** (Sénégalais d'Italie)...



RACINE TALLA



Mé SIMON NDIAYE

Il faut noter les professionnels **Pierre-Louis Monteil**, de la Fédération Genevoise de Coopération, **Tidiane Sall**, Consultant Financier, **Mbaye Guéye** (Necotrans Gabon) sans compter **Fatim Sow**, Commissaire Sénégal à la CEDEAO (Abuja).

SOUS -REGION **Des panafricanistes avant l'heure**

Historiquement, l'Université de Dakar a été la seule qui formait toute l'élite dans la sous-région et même ailleurs. Et ces étudiants avaient rapidement la fibre patriotique, voire panafricaine. Et ils se mobilisaient pour des causes justes, pour la libération de Nelson

Mandela, contre l'assassinat de Thomas Sankara, pour soutenir Khadafi après le bombardement américains...

Parmi ces hérauts de la cause panafricaine, il faut citer entre autres **Salif Diallo** actuel Président de l'Assemblée nationale du Burkina, quasi-jumeau de **Youssou Diallo**, avec qui il a dirigé, toutes les luttes estudiantines. Il a été un homme fort du régime de Compaoré, avant de prendre le large et diriger la contestation qui l'a fait perdre le pouvoir. Il y a aussi l'ancien président **Michel Kafando**, le médecin pédiatre **Valentin Zida**, etc.

L'autre activiste en position de force dans son pays, c'est **Mohamed Bazoum**, pilier de régime de Mahamadou Issoufou (Niger) en

tant qu'idéologue et patron du parti au pouvoir. Ancien ministre des Affaires étrangères, il est ministre de l'Intérieur depuis le dernier remaniement.

Au Mali, ils sont nombreux dans l'Establishment à faire leur cursus à Dakar. A commencer par le Président **IBK**, le journaliste **Souleymane Koné** (ancien ambassadeur), Balla Keita (ancien ministre), etc.

En Mauritanie, c'est le historien **Abdourahmane Ngaidé**, resté égal à lui-même, militant indéfectible de la cause nègre, dans son pays et partout ailleurs.

DISPARUS **Les martyrs de la Révolution**

Ils n'ont pas eu la chance d'avoir été présents au rendez-vous de la victoire. Au Grand Soir dont ils ont tant rêvé. Par le verbe et la verve, avec la fougue de la jeunesse consciente, ils ont combattu les forces de l'impérialisme, du néocolonialisme, de la domination sous toutes ses formes. La Nation et la République devaient leur être plus reconnaissantes pour avoir portés, haut et fort, ces nobles combats pour l'émancipation des peuples et les conquêtes démocratiques.

Abdoulaye Diouf et **Sanfa Diallo** (Droit), **Léon Jacques Faye** et **Paul Marie Ngom** (Lettres), **Totoh Diarra** (Mali, Economie), **Pape Meissa Fall** (ISE, Sciences de l'Environnement), reposez en paix. Sachez que votre combat n'a pas été vain. Vos camarades continuent la lutte, même si c'est sous d'autres formes, avec d'autres moyens... Que la Terre vous soit légère. **Amine !**



MAMOUDOU IBRA KANE

Bolloré et ses employés, une affaire de famille



Du Ministre de tutelle au Directeur Régional en passant par le PCA du Groupe Bolloré au Sénégal, la représentation syndicale et les familles des employés, le Groupe a réuni le temps d'un après-midi, tous ceux qui, de près ou de loin, se considèrent comme membre de cette grande famille.

Pour comprendre la force du Groupe Bolloré, il faut regarder son agenda. Chaque année, qu'il pleuve, neige ou vente, le Groupe organise une journée de communion entre le Top Management et tous les employés, accompagnés de leurs familles et proches. «C'est une tradition chez nous, ce qui donne du sens à notre culture d'entreprise car elle magnifie les parcours professionnels

et illustre bien la conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle», a salué M. Christophe Pujalte, Directeur Régional Afrique Atlantique de Bolloré Africa Logistics. C'était à l'occasion de la cérémonie de remise de 54 médailles d'honneur du Travail. «Il s'agit, pour nous, de fêter des personnes qui, toute leur vie durant, se sont dévouées au service du Groupe», reprend le Président du Conseil d'Administration, M. Mamadou Racine Sy.

Dans un espace archicomble, difficile de reconnaître qui est chauffeur, grutier, comptable, administrateur. C'est la fête. Entre rires, petites discussions, on était loin du train-train quotidien. «Tous les travailleurs se sentent appartenir à la famille Bolloré, c'est ce qui fait notre force», glisse Mme Marième Bâ Konaté, Secrétaire Général de l'UDTS.

Devant tout le Top management, l'occasion était bonne pour glisser une

des vieilles requêtes. Celle de l'habitat. Un appel saisi et suivi par les responsables. «Nous avons dégagé une enveloppe de 350 millions FCFA pour les employés afin de leur permettre d'acquérir des maisons», a informé M. Sy. Suffisant pour remporter une pluie d'applaudissements.

Et le PCA de poursuivre en lançant un appel aux travailleurs à plus d'engagement. «Rien ne s'offre. Il faut continuer à se battre pour rester leader dans le domaine de la logistique. Le Groupe veut renforcer sa présence au Sénégal et contribuer au développement économique et social», avertit-il.

Venu rehausser la cérémonie par sa présence, M. Mansour Sy, Ministre du Travail et du Dialogue Social, très attaché à la dimension sociale, a appelé les autres entreprises à copier le modèle instauré par le Groupe Bolloré, considéré comme une partie intégrante du management. «La meilleure cérémonie à laquelle je peux assister est celle où l'on magnifie les travailleurs, là où on marque sa reconnaissance à ceux qui, durant toute leur carrière, n'ont ménagé aucun effort pour porter les défis de l'entreprise. En même temps, ces médailles sont comme un message aux plus jeunes», a dit le ministre.

Enfin, le Groupe a la ferme volonté de prendre une nouvelle dimension. Selon M. Pujalte, en 2015, de nouveaux marchés ont été conquis. Nous avons pour objectif de figurer parmi les 5 meilleurs groupes au monde. Le marché est devenu très concurrentiel, mais nous sommes assez bien armés pour y faire face», a-t-il assuré.





Moussa Diouf tenant le cadeau des étudiants offert à Mandela

MOUSSA DIOUF, «88TARD»

«Notre historique remise de cadeau à Mandela»

En 1992, nous avons eu l'honneur de serrer la main à Nelson Mandela pour lui offrir, au nom des étudiants de l'Université Cheikh Anta Diop, un cadeau quand il avait été fait Docteur Honoris Causa de l'UCAD.

En effet, à la veille, en réunion de la Commission Sociale, l'idée a été émise que le Mouvement Etudiant de Dakar devait lui offrir un cadeau. Et les camarades ont porté leur choix sur notre modeste personne pour remettre, en leur nom, le cadeau. Il fallait réfléchir sur la nature du cadeau et mobiliser les moyens. A l'époque, le Mouvement n'était pas riche. Nous avions juste quelques petites subventions. Nous leur avons proposé un Grand boubou «*Bougnou Daamina*» et ils ont tout de suite accepté. Restait maintenant le plus difficile, trouver l'argent nécessaire pour acheter ce grand boubou.

Nous nous sentions investis d'une

mission historique et sommes engagés, avec toutes nos forces, pour la réussir. L'idée nous est venue d'en parler à une de nos collaboratrices, Mame Diodio Diouf (homonyme de Mame Diodio, joueuse du DUC) qui était l'assistante du Directeur du COUD. Elle nous met en relation avec M. Sadia Thioune, un fournisseur du COUD qui s'engagea à nous offrir le Grand Boubou pour Mandela. Il est venu nous prendre devant la Direction du COUD pour nous conduire dans un grand atelier de la SODIDA où il nous paya ce cadeau. Cap sur l'auditorium Khali Amar Fall devant abriter la cérémonie de remise des insignes de Docteur Honoris Causa de l'UCAD. Ce jour, nous étions assis aux côtés des camarades Tamsir Faye et feu Sanfa Diallo (Paix à son âme). Et quand nous avons entendu le MC nous appeler pour remettre le cadeau, c'était extraordinaire à tout point de vue. Quand Mandela nous a serré la main, nous nous sommes regardés les yeux dans les yeux, nous avons senti que nous étions en face d'un très grand homme, exceptionnel en qui l'Afrique et le monde devaient trouver un modèle à imiter. Nous avons compris et eu le sentiment que cet homme a un parcours qui doit être une source d'inspiration de la jeunesse et des hommes politiques ; qu'il est le symbole du dévouement à l'intérêt collectif, qu'il incarne l'authentique engagement politique, noble et désintéressé

Puissent nos concitoyens s'inspirer de ces enseignements pour un engagement patriotique pour le développement de nos nations.

DuGlanTe
Interagissez avec #duglante!

envoyez vos messages sur l'écran

Outil d'interaction avec le public, il diffuse les réactions du public envoyées par SMS ou par Twitter en temps réel à travers un écran interactif.

Large implication de votre public, Forte viralité permettant d'animer vos événements et vos réseaux sociaux

www.twitter.com/duglante
www.facebook.com/duglanteive
221 70 328 62 32
info@duglante.com
www.duglante.com

Les Experts en Marchés Emergents lancent une toute nouvelle station de manutention au sol

NAS lance sa 16^{ème} station, la 4^{ème} en Afrique

16

Stations NAS

50,000+

Vols traités annuellement

300,000+

Tonnes de Fret traités annuellement

8,000,000+

Passagers traités annuellement

Koweït, Jordanie, Côte D'Ivoire, Soudan, Inde, Afghanistan, Tanzanie



National Aviation Services

Website: www.nas.aero

Email: info@nas.aero





UNE FORMATION À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Hier, le Sénégal avec son Ecole William Ponty et son Université de Dakar était la destination de choix dans la formation des élites de la sous-région. On ne compte plus les dirigeants formés par Dakar. Rien que parmi les contemporains, on peut citer les présidents en exercice, **Ibrahim Boubacar Keita (Mali), Yayi Boni et Patrice Talon (Bénin), Michel Kafando (ex- Burkina) et Macky Sall.**

Ensuite, la France, en tant qu'ancienne puissance coloniale, a pris le relais. Mais, depuis que la vieille France a commencé à se barricader, le Nouveau monde (Etats Unis et Canada) est devenu la destination la plus attractive pour faire partie du top management des institutions et organisations africaines, voire mondiales...

Mais pour ceux dont les parents n'ont pas ces moyens qui sortent de l'ordinaire, des universités et écoles de formation deviennent de plus en plus, des références et forment des managers et cadres moyens qui peuvent compléter leur cursus, par ailleurs. Sans compter ceux qui n'ont jamais sorti de leur pays et qui sont tout aussi compétents que ceux de la Diaspora et autres...



BUSINESS
ISN'T JUST BUSINESS



OUR WORLD IS YOUR PLAYGROUND

Paris . Marrakech . London . Dakar* , Dubai , Kinshasa , Shanghai . Abidjan

*en cours de rénovations

AN ACCOR HOTELS BRAND

PULLMANHOTELS.COM

BENIN

PARIS ET DAKAR, LES PRINCIPAUX FORMATEURS

Par Yanick Fortunée KOUGNANDE à Cotonou

Paris-Dakar. C'est surtout autour de cet axe qu'il faut se référer pour retrouver le chemin parcouru par la plupart des élites béninoises qui, hier comme aujourd'hui, occupent le devant de la scène.

Aux premières loges des élites, on trouve le président de la République, Patrice Talon. Titulaire d'un bac C obtenu à Dakar, il a passé 2 ans à l'Université de Dakar avant de se rendre en France pour y réaliser un rêve de jeunesse, devenir pilote d'avion. Hélas, un contrôle sanitaire, qui révéla son inaptitude à conduire un avion, en décida autrement.

Son prédécesseur, Boni Yayi, a fait presque le même chemin. Avant son doctorat en économie de Paris-Dauphine, il est d'abord passé par l'Université nationale du Bénin avec une maîtrise en Sciences économiques (option Gestion), puis cap sur le Sénégal. Il y obtient le Diplôme d'études supérieures de banque (DESB) au COFEB de la BCEAO et le DEA Finances à l'Université de Dakar.

Concernant Théodore Holo, président de la Cour constitutionnelle, son parcours académique se résume au Bénin et en France. Après un bac de philosophie, il va à Brazzaville pour des études de Droit qui le mèneront à Paris 1-Sorbonne avec un doctorat d'État. Ensuite, il a été major ex-aequo au concours d'agrégation en Droit et sciences politiques en 1985.

Quant à Adrien Houngbédji, actuel président de l'Assemblée nationale, il a fait toutes ses études en France, avec un Doctorat d'État en droit à Paris

en 1967. Major de l'École nationale de la magistrature française la même année, il rentre au pays l'année d'après et s'inscrit au barreau de Cotonou où il dirige un important cabinet d'avocats.

Des têtes bien faites

Son second, Eric Houndette, a, lui, été "formaté" au pays en tant que diplômé de l'École polytechnique de l'Université d'Abomey et de l'ENAM du Bénin, en management des services publics.

Aussi, Pascal Irénée Koupaki, économiste, planificateur et analyste de projets, est le nouveau ministre d'État, Secrétaire général de la Présidence et aussi du Gouvernement. Il faut dire que Koupaki a obtenu un DESS en analyse de projets de Paris-Sorbonne un Diplôme et un diplôme d'études supérieures bancaires et financières du COFEB/ BCEAO de Dakar.

Que dire d'Abdoulaye Bio Tchané, nouveau ministre du Développement ? Il a décroché une maîtrise en Sciences Eco de l'Université de Dijon, puis revient au pays pour y effectuer le service militaire et préparer le concours d'entrée à la BCEAO et il en est le major, à l'entrée comme à la sortie. Il a obtenu aussi un DESS en Finance islamique.

Ministre de l'Enseignement supérieur, Marie Odile Atanasso a soutenu une thèse de doctorat en Sciences Eco, option démographie, à Sciences Pô



Président Patrice Talon

Paris.

Enfin, il y a Reckya Madougou, prototype de la femme moderne aux multiples casquettes. Agée de 40 ans, cette ancienne ministre, très célèbre au Bénin et en Afrique, passe pour une militante acharnée de l'économie inclusive. Classée en janvier 2015 par Jeune Afrique parmi les «50 Africaines les plus influentes au monde», elle est décrite comme celle qui «va vite et voit loin». Titulaire depuis 2000 d'un DESS de l'École des Hautes études internationales (HEI) Paris en option Affaires internationales, elle est également Ingénieure commerciale, diplômée de l'Institut supérieur européen de gestion à Lille en France.

BURKINA

FORMÉS, POUR L'ESSENTIEL, À L'ÉTRANGER

Par Alban Kini à Ouagadougou

Le Burkina Faso est réputé pour la qualité de ses cadres qui ont essaimé dans les institutions internationales. Ils ont eu des formations scolaires et académiques diversifiées.

De l'analyse des curricula des élites actuelles, la plupart ont fait une partie de leur formation à l'étranger. Bon nombre sont passés dans des universités de la sous-région, Dakar, Bamako. Une partie de l'élite est aussi revenue d'Europe occidentale ou de l'ex-Europe de l'Est, bardée de diplômés.

Le président Roch Marc Christian Kaboré, illustre bien cette situation. De père, haut cadre de l'administration, il a passé son cycle secondaire à Ouagadougou avec un Bac D. Puis, il s'envole France où il obtient une Maîtrise en Sciences économiques, (Université de Dijon), un DESS en Gestion et un Certificat d'aptitude professionnelle en Gestion et Administration des entreprises.

Un autre exemple, Salifou Diallo, président de l'Assemblée nationale, a étudié à l'Université de Ouaga (Université Ouaga 1 Pr Joseph Ki Zerbo). Expulsé pour avoir participé à des grèves avec le Parti communiste révolutionnaire voltaïque (PCR), il viendra à Dakar où il obtient une maîtrise en droit. A son retour en 1985, il devient un dissident pro-Sankara. C'est plus tard qu'il décrochera un doctorat en relations internationales à l'Université de Lyon, en France.

Quant au Premier ministre Paul Kaba Thiéba, il débuta par un bac C, puis une maîtrise en Gestion de l'Université de Ouaga avant de partir en France où il devient docteur en Monnaie, Finances Banques (Université Grenoble II), puis un DESS en Banque et Finance de l'Université Paris V.



Président Salif Diallo

Simon Compaoré, autre figure de l'élite, maire de Ouaga, durant 17 ans, a fait ses premiers pas au Burkina. En France, il obtient une maîtrise et un DESS en Gestion à l'Université de Dijon.

Mme Rosine Coulibaly Sori, ministre de l'Economie et des Finances, est aussi formée à l'étranger, avec une maîtrise en économie de l'Université de Dakar, et un 3ème cycle en macroéconomie et planification de l'Institut des Nations Unies pour le développement économique et la planification.

Idem pour les autres cadres

Le Burkina compte aussi, parmi ses fils, des références dans plusieurs domaines. On peut citer le Dr Abdoulaye Soma, devenu en 2011, le plus jeune agrégé du continent africain en droit public, à 32 ans. Arrivé en 2000 à l'Université de Ouaga, il a bénéficié après sa maîtrise, d'une bourse de 6 mois pour aller étudier à Genève, avec un DEA en Droit constitutionnel et en Droit international. Dr Soma est un éminent constitutionnaliste, professeur à l'Université de Ouaga.

Le monde des affaires n'est pas en reste. Lassiné Diawara (maîtrise Sc Eco de l'Université du Bénin) et intervenant dans le tabac, la logistique, la banque, le phytosanitaire, l'immobilier... en



Ministre Rosine Colibaly Sori

est une des personnalités les plus en vue. La soixantaine, il est affublé des surnoms, «l'homme des cent affaires et des mille lieux, le personnage incontournable du business ouest-africain».

Une Burkinabè, Saran Sérémé Séré, fait presque l'unanimité sur ses qualités de battante. Elle est la 1ère femme du pays à fonder un parti politique (PDC), après avoir démissionné du CDP, parti de l'ex-président Blaise Compaoré. Candidate à la présidentielle du 29 novembre 2015, elle est arrivée 6e sur 14 candidats.

Mme Sérémé a commencé des études de médecine, abandonnées à cause de ses activités militantes. Elle effectue des études d'économie à l'Ecole nationale d'administration de Bamako. De retour au pays, elle fonde une société de BTP.

De tout ce qui précède, il ressort que la majorité des élites sont des produits de grandes écoles, hors du Burkina. Certes, la plupart a commencé au Burkina, avant d'aller les approfondir ailleurs.

Ceux qui ont eu la chance d'aller étudier à l'étranger, en Occident notamment, sont devenus les dirigeants du pays. La méthode continue car malgré la floraison des écoles supérieures privées, certains parents riches préfèrent envoyer leurs enfants pour étudier au Canada, en France, en Amérique...

COTE D'IVOIRE

LA DIASPORA PREND LE POUVOIR

Par Honore Sepe à Abidjan

Le gouvernement ivoirien compte de jeunes loups aux dents longues qui ont fait leur classe à l'étranger avant de venir se mettre au service de leur pays.

Il faut commencer par le cas remarquable d'Abdourahmane Cissé (35 ans), ministre auprès du PM, chargé du Budget. Diplômé de Polytechnique, option Mathématiques appliquées (France), il poursuivra ses études en intégrant un double programme de l'Université d'Oklahoma aux USA de l'Institut français du Pétrole. Il était Vice-président et Directeur exécutif chargé du trading et des dividendes à la banque d'affaires Goldman Sachs quand il démissionna en 2011 pour répondre à l'appel du Président Ouattara.

En juillet 2012, Conseiller spécial chargé des finances publiques à la Présidence, il devient, 6 mois après, en janvier 2013, Directeur de cabinet de Mme Nialé Kaba, ministre auprès du PM, chargée de l'Économie et des Finances. Depuis novembre 2013, il est ministre auprès du PM, chargé du Budget, devenant ainsi le plus jeune membre (32 ans) du gouvernement de Daniel Kablan Duncan.

Sidi Tiémoko Touré, ministre de la Promotion et de l'Emploi des Jeunes, depuis janvier 2016, est diplômé du Centre d'études diplomatique et stratégiques (CEDS) de Paris et de l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny (INPHB) de Yamoussoukro. Fils du journaliste Ahmed Touré, Sidi Tiémoko, la quarantaine, est un «libéral convaincu» qui a rejoint Ouattara en 2006, alors dans l'opposition. On dit qu'il tient sa rigueur et son professionnalisme de sa

proximité, des années durant, avec le président.

Appel international à candidatures

La Côte d'Ivoire, sous Ouattara, a fait de la compétence, le critère primordial pour le choix des dirigeants publics, voire au gouvernement et dans les cabinets ministériels, par un appel international à candidature confié à Deloitte, l'un des quatre grands cabinets d'audit et de conseil.

Lorsque l'appel à candidatures a été lancé, entre juillet et décembre 2011, soit 2 mois après l'investiture du président Ouattara, 298 jeunes ivoiriens issus pour la plupart des grandes écoles européennes et américaines ou ayant fait carrière aux Etats-Unis, au Canada, en Europe, ont postulé. Le leitmotiv est identique : venir participer à la reconstruction du pays, défiguré par 5 mois de crise postélectorale (décembre 2010-avril 2011). Pourtant, beaucoup d'entre eux, exerçaient dans de grandes firmes internationales où ils gagnaient, largement bien, leur vie.

Esmel Emmanuel Essis, 48 ans, DG du Centre de promotion des investissements de Côte d'Ivoire (CEPICI), fait partie des cerveaux qui ont regagné la patrie après avoir monnayé leurs talents à l'extérieur avec une somme d'expériences. Ex-Directeur associé du cabinet Amsey's International Consulting, M. Essis, directeur de Coca-Cola pour plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, était basé en France, quand il a été retenu au terme de l'appel international à candidatures. Il s'est entouré d'une équipe de jeunes cadres dont la mission est d'attirer les investisseurs, d'accompagner les



Ministre Abdourahmane Cissé

entreprises étrangères et de participer à la réflexion sur l'amélioration de l'environnement des affaires.

«L'amour du pays est plus fort qu'autre chose», disait Ahmadou Bakayoko qui a pris les rênes de la très convoitée Radiodiffusion télévision ivoirienne (RTI) après que son dossier ait été retenu par ledit cabinet. Précédemment Directeur du développement à Canal+ Afrique, M. Bakayoko (40ans), polytechnicien, raconte qu'il a bossé, toute la nuit du dernier jour de bouclage des dossiers de candidature, pour mettre à jour son CV et présenter un projet de modernisation de la télévision ivoirienne. Avec la libéralisation de l'audiovisuel, il estime que la chaîne publique est aguerrie pour faire face à la concurrence. «Nous y avons travaillé à l'occasion de nombreux séminaires de recadrage», soutient-il.

GUINEE BISSAU

MISER SUR LES PAYS DE LA SOUS-RÉGION

Par Nouha Mancaly

Formée antérieurement en Europe de l'est, comme de l'ouest, l'élite aux affaires en Guinée Bissau poursuit dorénavant sa formation dans les pays de la sous-région.

La Guinée Bissau, dont l'élite était jadis formée en Europe occidentale, en ex-URSS ou dans la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), envoie, depuis quelques années, ses cadres se former dans les pays de la sous-région, notamment chez ses voisins comme le Sénégal.

En pleine mutation malgré les soubresauts politiques que le pays traverse, de façon récurrente depuis son indépendance en 1974, la Guinée Bissau travaille à la mise à niveau de son administration dont les cadres ont besoin d'être formés à des méthodes de travail plus aptes à répondre à la situation de sous-développement du pays.

A titre d'illustration, une quinzaine de formateurs de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Guinée Bissau ont reçu, en début avril 2016, au Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG) de Dakar, un renforcement de capacités en Français et Ingénierie de la formation. Tous les secteurs de ce pays de moins de 2 millions d'habitants ont en effet besoin de jeunes cadres compétents pour bien contribuer à son développement.

L'élite post- Indépendance, formée les pays qui ont aidé la Guinée Bissau



CESAG DAKAR

dans à arracher son indépendance du colonisateur portugais, notamment l'ex-URSS, les pays de l'Est en général, de même que Cuba et certains pays africains porte-flambeau des luttes de libération nationale, a en effet fait son temps.

Membre de l'UEMOA, de la CEDEAO et d'autres organisations continentales, la Guinée Bissau a besoin de se mettre à niveau pour tenir ses engagements vis-à-vis de ces entités.

Parmi les membres les plus proéminents de l'élite bissau-guinéenne, on peut citer Domingos Simoes Pereira. Venu à Bissau en 1969, il fait partie, cinq ans plus tard, des premiers groupes de pionniers du Lycée national Honorio Barreto, rebaptisé Kwame N'Krumah. En 1982, il bénéficie d'une bourse de formation en URSS et revient au pays en 1994, bardé d'un diplôme en Génie civil et industriel. Il est actuellement cadre au ministère des Travaux publics.

Un autre cadre, Idrissa Djaló, âgé de 54 ans, est à la fois homme d'affaires et chef du Parti de l'unité nationale (PUN). Après des études au Lycée Djignabo de Ziguinchor, il est allé poursuivre ses études supérieures en France, à Paris, où il décroche un diplôme en Droit. Après son retour en Guinée-Bissau, il tâte le terrain politique en créant le PUN, en 2001, et prend part à la présidentielle du 19 juin 2005 sous les couleurs de ce parti mais il arrive à la 8ème place sur 13 candidats, avec seulement 0,81% des suffrages.

D'autres cadres, plus jeunes et mieux formés, maîtrisant les technologies de l'information et de la communication, arrivent sur le marché du travail avec l'ambition de hisser le pays au niveau de ses pairs de la sous-région.

MALI

CES HAUTS CADRES FORMÉS AILLEURS !

Par Moustapha Ould Mouhamed

Ils sont nombreux ces Maliens à avoir fait leurs études dans d'autres pays, en France d'abord. Est-ce à dire que les écoles maliennes ne sont pas performantes ou une question de complexe d'infériorité ? Vaste question.

Le premier président Modibo Keita a bénéficié de l'école française. Après ses humanités à Bamako, il poursuit ses études à l'école normale d'instituteurs William Ponty à Dakar. Il enseigne dans plusieurs villes du Mali avant d'entrer en politique à l'Union Soudanaise/ RDA. Moussa Traoré, son successeur via un coup d'Etat, est un militaire, de même que son père qui a fait l'armée française. C'est un ancien de l'École des enfants de troupe de Kati avant d'aller à l'école d'officiers de Fréjus en France en 1960.

En 1992, le Mali passa à l'ère démocratique après une transition conduite par Amadou Toumani Touré (ATT). Un officier qui a redoré le blason du pays après le coup d'état de 1968 contre Modibo Keita. Instituteur de formation, ATT intègre l'école interarmes de Kati. Il fait plusieurs stages en URSS et en France. Après la transition, il se retire du pouvoir. Il y revient dix ans après, par la voie légale, après des élections présidentielles.

En 1992, le Mali revient à la démocratie avec Alpha Oumar Konaré, historien émérite, formé entre Bamako, le Collège des Maristes de Dakar, l'Université de Varsovie. Konaré a fait 2 mandats de 5 ans. Il s'était entouré de camarades avec lesquels il a fait les études, ensemble. Dont un certain Ibrahim Boubacar Keita (IBK). Né en 1945 à Koutiala, il a fait ses études secondaires au lycée Janson-de-Sailly à Paris et au lycée Askia Mohamed de Bamako. Il entre à la faculté des

Lettres de l'Université de Dakar, à Paris I- Panthéon Sorbonne et à l'Institut d'histoire des relations internationales contemporaines (IHRIC). Il en sort avec une maîtrise d'histoire et un DEA en politique et relations internationales. Ce qui lui ouvre les portes de la diplomatie, après une carrière dans l'enseignement.

A son retour au berceau, il fait un passage dans les ONG avant d'entamer une grande carrière politique au sein de l'ADEMA (Alliance pour la démocratie au Mali-Parti africain pour la solidarité et la justice). Avec Konaré, il gravit les échelons jusqu'à devenir Premier ministre avec une poigne de fer, notamment envers le mouvement étudiant. Certains de ses discours résonnent toujours dans les oreilles des Maliens. Il leur aurait dit «Si vous ne reprenez pas les cours, nos enfants iraient étudier en Occident et reviendraient vous diriger». Aujourd'hui, cette allégation, vraie ou fautive, le suit encore. Karim, son fils, qui a étudié au Canada, est actuellement député et président de la Commission Défense.

La génération Karim Keita et un certain Cheikh Modibo Keita

Tout comme Karim Keita, plusieurs enfants des dirigeants maliens étudient à l'étranger. Ils reviennent avec des diplômés dont les programmes ne sont pas enseignés au pays. Nombre d'entre eux ont intégré la fonction publique ou occupent de postes stratégiques, en fonction de leur niveau d'études et de la qualification obtenue à l'étranger. Mamadou Camara, ancien ministre de la communication et de l'économie numérique et Ramatoulaye Diallo, ministre de la culture, ont respectivement



Ibrahim Boubacar Keita

étudié en France et aux USA. A moins de 40 ans, ils font partie de la nouvelle élite au pouvoir.

Si l'ancienne génération a, pour la plupart, bénéficié de bourses offertes par des pays amis, la génération actuelle n'a pas les mêmes chances. Ils doivent attendre le soutien de parents fortunés ou des bourses via des organismes partenaires.

Après le bac au Mali, l'astrophysicien Cheick Modibo Diarra, s'est orienté vers les mathématiques, la physique et la mécanique analytique à l'Université Pierre-et-Marie à Paris. Après une formation en ingénierie aérospatiale à l'Université Howard à Washington DC, il fut recruté par la Nasa. De retour au Mali, il se lança en politique en créant son propre parti et devint Premier ministre sous le Président Dioncounda Traoré. Ce citoyen américain, gendre du Général Moussa Traoré, est également président de Microsoft Afrique.

NIGER

UNE TENDANCE À LA FORMATION LOCALE

Par Seydou Assane à Niamey

Les élites nigériennes sont, en général, bien formées, avec des diplômés de 3ème cycle d'universités étrangères. Mais maintenant, la tendance est la formation en Afrique, voire au pays.

Au Niger, la classe dirigeante est partagée entre l'ancienne garde et la nouvelle élite. Au sein de la 1ère catégorie, on peut retrouver les principales personnalités de l'Etat. Des personnalités qui sont partis parfaire leur cursus à l'étranger, en France pour la plupart, ou en Europe de l'Est où les régimes socialistes avaient ouvert leurs portes aux étudiants des pays africains, nouvellement indépendants.

En effet, après sa licence en maths et physique au Niger, le Président de la République, Mahamadou Issoufou, a poursuivi ses études de probabilités statistiques et devient ingénieur civil des Mines. Idem pour le Président de l'Assemblée nationale, Ousseini Tinni qui, après un bac scientifique, fera des études de gestion à Lomé avant d'atterrir à l'École supérieure de commerce d'administration des entreprises de Marseille.

Quant au Premier ministre Brigi Rafini, il a suivi presque le même parcours que l'ex-président de l'Assemblée, Hama Amadou qui, de l'École d'administration du Niger, se sont retrouvés diplômés de l'Institut international d'administration publique de Paris.

Quant à Mohamed Bazoum, ancien ministre des Affaires étrangères et actuel ministre de l'Intérieur,

président du parti au pouvoir et idéologue du régime, est un philosophe, ex-dirigeant du mouvement étudiant de l'Université de Dakar.

Dans les années 60 à 80, les étudiants nigériens à l'étranger étaient boursiers de l'Etat. Ils avaient toute la latitude de se consacrer essentiellement à leurs études, surtout que le recrutement était quasi-garanti. Cette tendance était favorisée par le souci, après l'indépendance, de procéder au remplacement des cadres français ou étrangers qui dirigeaient le pays.

Cap sur les autres pays africains

La nouvelle élite est tout aussi qualifiée, mais surtout engagée. Il y a le nouveau ministre des Affaires étrangères, Ibrahim Yacouba et celui de la Justice, Marou Amadou, qui ont été formés au pays. M. Yacouba, 45 ans, activiste-né, est un pur produit de l'ENA du Niger, dans la section Douanes. Candidat malheureux à la dernière présidentielle, il a décidé, entre les 2 tours, de soutenir le candidat Issoufou dont ont dit qu'il est le protégé.

M. Marou, juriste (44 ans), a été formé à l'Université Abdou Moumouni de Niamey et l'Université d'Abomey du Bénin. Il a passé 5 ans comme ministre de la Justice dans le 1er mandat de Issoufou, il a présidé le Conseil consultatif national (CCN) au cours de la transition de Salou Djibo et a été reconduit au gouvernement. Il a dirigé des mouvements syndicaux



Mouhamed Bazoum, ministre de l'Intérieur

et associatifs, notamment l'Union des Scolaires du Niger (USN).

Le premier constat, c'est qu'outre le fait d'avoir fait de bonnes études, ces personnalités, à l'image de l'élite dirigeante actuelle, accèdent le plus souvent aux hautes fonctions selon une ligne bien tracée. En l'occurrence, après un parcours dans les sphères des mouvements associatif où déjà, ils ont la latitude de se faire largement connaître. Ils font partie d'une catégorie de cadres qui, à cause d'un changement de stratégie à la tête de

l'Etat qui ne pouvait plus envoyer ces étudiants en Occident ont, depuis les années 90, a décidé de réduire le coût de la formation des cadres. D'où la tendance à maintenir les étudiants nigériens au pays dans les filières existantes déjà. Conformément à cette politique, depuis 2005 par exemple, les magistrats nigériens ne sont plus formés à l'extérieur, mais à l'ENAM.

Par Noël Tadegnon à Lomé

Jadis formées à Dakar, les élites togolaises fréquentent désormais les universités occidentales ou à défaut les écoles et instituts de la sous-région.

Avant les indépendances, le Sénégal, à travers la célèbre École normale William Ponty était reconnue pour la formation de la plupart de l'élite (instituteurs, médecins et cadres) d'Afrique de l'Ouest, dont de nombreux ministres et chefs d'État et de gouvernement. En référence, les 2 000 élèves surnommés «Pontins» qui en sont issus.

L'ancien Premier ministre Edem Kodjo est sans aucun doute une des grandes célébrités du pays pour avoir occupé de 1978 à 1983, les fonctions de Secrétaire général de l'ex-Organisation de l'Unité africaine (OUA), ancêtre de l'Union africaine. Il a pourtant fait ses premières classes au Togo jusqu'au bac avant de s'envoler pour l'Hexagone, précisément à la Faculté de Droit et Sciences Eco de l'Université de Rennes.

Aujourd'hui, la donne est toute autre. L'élite africaine, en termes de formation, s'oriente vers des horizons comme la France, les États Unis, le Canada, voire même la Chine. Pour les étudiants dont les parents n'ont pas ces moyens d'une formation quand même très chère, certaines universités africaines du Ghana, d'Afrique du Sud, du Nigeria... est devenue une destination alternative très attractive pour les ressortissants des pays



Ministres Cina Lawson

voisins désireux de suivre un cursus en anglais.

Les stars du gouvernement

Comme lui, nombreux sont les dirigeants togolais qui, après un bref passage dans les écoles du pays, s'enrichissent d'autres diplômes délivrés par les universités et centres de formation en France et aux États Unis. Dans le lot, Nubukpo Kako, l'ex-ministre de la Prospective et de l'évaluation des politiques publiques et actuel Directeur de la Francophonie économique de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) à Paris. Agrégé d'économie, Nubukpo Kako s'est imposé, ces dernières années,

Parmi les économistes les plus réputés en Afrique. Après avoir occupé plusieurs postes de responsabilités, notamment au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, à Montpellier, à Bamako, puis comme Chef du pôle Analyse économique et recherche de la Commission de l'UEMOA à Ouagadougou.



Ex ministre Nubukpo Kako

Il est resté célèbre pour avoir été défenestré de son poste de ministre à la suite d'une critique radicale sur la parité fixe du Franc CFA, embarrassant passablement les autorités monétaires de la BCEAO et de la France. Aussi, la création du Centre autonome d'études et de renforcement de capacités pour le développement au Togo (CADERDT) porte sa signature.

Quant à Cina Lawson, ministre des Postes et de l'Économie numérique, elle a aussi été formée au pays avant d'aller en France compléter ses études. Elle a intégré Sciences Po Paris et diplômée de la section économique et financière. Elle obtiendra un DEA en Economie Appliquée sans compter une maîtrise d'histoire. Elle prolongera son cursus académique aux États Unis, à la fameuse Kennedy School of Government de la prestigieuse Harvard University.

SUNU

Assurances

L'assurance d'être en de bonnes mains

Dans les instants de bonheur comme dans les moments difficiles, nous avons besoin de gens qui nous tendent la main. SUNU Assurances est notre partenaire, **toujours à nos côtés**, pour nous offrir **un service de qualité** et **des solutions nouvelles** quelles que soient les circonstances. Partager le sourire et vivre en toute sérénité, c'est avec SUNU Assurances.



SUNU Assurances IARD Mali

Tél. : (223) 20 22 08 02

Fax : (223) 20 22 08 03

mali.iard@sunu-group.com

SUNU Assurances IARD Sénégal

Tél. : (221) 33 889 62 00

Fax : (221) 33 821 33 63

senegal.iard@sunu-group.com

SUNU Assurances Vie Sénégal

Tél. : (221) 33 889 00 40

Fax : (221) 33 823 11 08

senegal.vie@sunu-group.com





ASSURANCE VOYAGE & ASSISTANCE

RDV dans votre Agence ECOBANK et
bénéficiez du **passport sécurité AXA**,
de services et garanties indispensables :

- Alerte de la famille
- Assistance perte de bagages
- Assistance et conseils 7j/7, 24h/24
- Rapatriement de corps en cas de décès
- Évacuation sanitaire en cas d'accident ou de maladie grave
- Prise en charge des frais médicaux suite à une maladie ou un accident survenus lors d'un séjour à l'étranger.



Voyagez en toute sérénité !